

ALORS UN NOUVEAU PROGRAMME
EST LANCÉ EN 2026

2 300 kilomètres de routes déjà réhabilités en 2025

Porté par un bilan impressionnant de 2 300 kilomètres de routes déjà réhabilités et par la modernisation de tronçons autoroutiers stratégiques répartis à travers dix wilayas, le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base engage désormais une nouvelle phase axée sur la maintenance préventive et l'expertise technique approfondie. Entre l'achèvement de chantiers complexes et le déploiement progressif de solutions techniques adaptées, les services du secteur maintiennent une cadence soutenue afin de finaliser les projets en cours, tout en posant les fondements d'un programme ambitieux pour 2026, résolument tourné vers l'excellence infrastructurelle. P 3



ASSURANCES

**Lancement d'un pôle
d'innovation et d'IA à
Sidi Abdallah**

Le secteur des assurances franchit une nouvelle étape dans sa modernisation avec le lancement officiel d'un pôle dédié à l'innovation et à l'intelligence artificielle (IA) au sein du Pôle scientifique et technologique « chahid Abdelhafid-Ihaddaden » de la ville nouvelle de Sidi Abdallah. Cette initiative est portée par l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), en partenariat avec plusieurs établissements académiques et structures de recherche spécialisées.

P 2

LOI DE FINANCES 2026

**Baisse du coût
fiscal pour les
entreprises**

La fiscalité appliquée aux investisseurs en Algérie poursuit sa trajectoire baissière. La Loi de finances 2026 vient confirmer une orientation engagée depuis plusieurs années : alléger durablement la charge fiscale pesant sur les entreprises structurées afin de stimuler l'investissement productif, renforcer la création de valeur et soutenir la diversification de l'économie nationale.

P 5

COMMERCE EXTÉRIEUR

**Préparation du
lancement d'un
guichet unique
numérique pour les
exportateurs**

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations prépare le lancement d'un guichet unique numérique pour les exportateurs, afin de faciliter les procédures et de réduire les délais de traitement, a indiqué le ministre du secteur, M. Kamel Rezig.

P 5

PROMOTION DES EXPORTATIONS
HORS HYDROCARBURES
**Organisation de la première
édition du SNEPAL du 13 au
16 janvier courant à Oran** P 2

COMMERCIALISATION DES PRODUITS
D'AQUACULTURE MARINE
**Lancement prochain d'une
plateforme numérique** P 3

FORMATION PROFESSIONNELLE
**Près de 12.000 nouveaux
postes prévus pour la
session de février à Oran** P 4

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES
Organisation de la première édition du SNEPAL du 13 au 16 janvier courant à Oran

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organisera la première édition de l'Exposition nationale des produits algériens exportés « SNEPAL », du 13 au 16 janvier 2026, au Palais des expositions du Centre de conventions d'Oran Mohamed-Benahmed, indique un communiqué du ministère. Selon la même source, cet événement verra la participation d'un nombre important d'entreprises algériennes exportatrices issues de différents secteurs. Cette manifestation économique vise également à mettre en avant les capacités d'exportation des entreprises algériennes, à promouvoir la qualité et la diversité du produit national et à renforcer sa présence sur les marchés régionaux et internationaux, précise la même source.

NESDA-ENST
Signature d'une convention pour la création d'un centre de l'entrepreneuriat

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a signé, jeudi, une convention de coopération et de partenariat stratégique avec l'Ecole nationale supérieure du tourisme (ENST), portant sur la création et l'animation d'un centre de développement de l'entrepreneuriat au niveau de l'établissement, en vue de soutenir l'esprit entrepreneurial chez les étudiants et diplômés et de les accompagner dans le lancement de leurs projets sectoriels. Signée au siège de l'ENST (Alger), par le directeur de la NESDA pour la région Alger-Centre, M. Fateh Sid, et le directeur général de l'Ecole, Nabil Boulemkhali, cette convention vise à instaurer un cadre opérationnel alliant formation académique et exigences du monde des affaires, à travers l'accompagnement des étudiants et diplômés de l'ENST dans la concrétisation de leurs idées et leur transformation en projets économiques réalisables dans le secteur du tourisme, contribuant ainsi au soutien de l'économie nationale et à la création d'emplois durables.

ASSURANCES

Lancement d'un pôle d'innovation et d'IA à Sidi Abdallah

Le secteur des assurances franchit une nouvelle étape dans sa modernisation avec le lancement officiel d'un pôle dédié à l'innovation et à l'intelligence artificielle (IA) au sein du Pôle scientifique et technologique « chahid Abdelhafid-Ihaddaden » de la ville nouvelle de Sidi Abdallah. Cette initiative est portée par l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), en partenariat avec plusieurs établissements académiques et structures de recherche spécialisées.

Par Selma R

Supervisé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ce nouveau pôle se veut un véritable trait d'union entre le monde universitaire, la recherche scientifique et le tissu économique national, notamment le secteur financier. Il ambitionne de stimuler l'innovation dans les métiers de l'assurance et d'intégrer de manière progressive et structurée les applications de l'intelligence artificielle. Selon les initiateurs du projet, ce pôle vise à encourager la recherche appliquée, à expérimenter des solutions numériques innovantes et à renforcer le rapprochement entre l'Université et le secteur des finances. Il permettra également la formation d'étudiants spécialisés, leur insertion professionnelle dans les sociétés d'assurance, ainsi que le développement de solutions technologiques adaptées aux besoins du marché national, dans un environnement incitatif. La convention de création du pôle a été signée par plusieurs responsables d'institutions de référence, dont l'École nationale supérieure des mathématiques (ENSM), l'École nationale supérieure d'intelligence artificielle

(ENSIA), le Centre de recherche en mathématiques appliquées, l'École supérieure de l'informatique, l'incubateur industriel « Taus Innovation Center » et le Laboratoire algérien de l'innovation financière « Algeria Finlab », aux côtés de l'UAR. À cette occasion, le ministre Kamel Baddari a souligné que ce projet s'inscrit pleinement dans l'orientation stratégique de l'Algérie vers la construction d'une économie de la connaissance, innovante et numérique. Il a précisé que cette démarche est en parfaite cohérence avec le programme du gouvernement et la vision de développement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la période 2024-2029. Le ministre a également mis en avant la nécessité de valoriser le capital humain formé dans les universités algériennes et de l'impliquer davantage dans la dynamique de développement économique. De son côté, le délégué général de l'UAR, Abdelhakim Berrah, a indiqué que deux parcours complémentaires seront développés au profit des diplômés. Le premier sera orienté vers les fonctions administratives et managériales, tandis que le second portera sur l'expertise spécialisée en innovation et en intelligence artificielle. L'objectif principal, a-t-il

précisé, est de développer une intelligence artificielle nationale, en adéquation avec les spécificités de la société algérienne, tout en respectant ses valeurs et ses intérêts stratégiques. M. Berrah a également annoncé que les travaux se poursuivront pour l'élaboration d'un référentiel des nouveaux métiers du secteur des assurances, avec une vision à moyen terme s'étalant sur trois à cinq ans. Dans cette perspective, l'UAR prévoit le lancement de projets structurants en soutien à l'innovation, notamment un fonds d'investissement dédié et un institut de gestion de l'innovation, afin de consolider les passerelles entre l'Université et les entreprises économiques. Pour sa part, le président de l'UAR, Youcef Benmicia, a affirmé que la création de ce pôle d'intelligence artificielle s'inscrit dans une approche globale visant à structurer l'innovation et à accompagner la transformation profonde des métiers de l'assurance. Cette initiative, a-t-il ajouté, vise à favoriser l'émergence de solutions adaptées aux spécificités du secteur et à accompagner les cadres et gestionnaires conformément aux grandes orientations économiques nationales.

MODERNISATION DU SERVICE PUBLIC

Le ministre Zerrouki souligne l'importance stratégique du lancement de la 5G

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a souligné que le lancement de la technologie 5G en Algérie est le fruit d'une volonté politique ferme et de l'engagement direct de l'Etat en faveur de la modernisation du service public. S'exprimant lors d'une cérémonie organisée, mercredi soir, par l'opérateur "Ooredoo", à l'oc-

casion du lancement de ses services de la 5G, M. Zerrouki a indiqué que ce déploiement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à placer le citoyen au cœur des priorités, en lui garantissant des services de haute qualité. Le ministre a salué, à cette occasion, la mobilisation

de l'ensemble des institutions concernées pour la concrétisation du projet, qualifiant la 5G de "levier essentiel pour l'économie nationale", notamment dans le domaine de l'agriculture intelligente, l'industrie et l'éducation. De son côté, le directeur général de Ooredoo Algérie, M. Roni Tohme, a déclaré que ce lancement commercial constitue "une

étape décisive" pour l'entreprise, marquant son entrée dans la phase opérationnelle de sa stratégie numérique. Cet événement a été marqué par la tenue d'un panel spécialisé réunissant des experts de l'écosystème numérique, qui ont analysé les enjeux et les opportunités de la 5G dans divers domaines d'activité.

SALON DU TOURISME ET DES VOYAGES AUX PAYS-BAS

Participation de l'ONAT à la 55e édition

Par R E.

L'Office national du tourisme (ONAT), accompagné d'opérateurs touristiques, participe depuis jeudi dernier à Utrecht (Pays-Bas), aux travaux de la 55e édition du Salon du tourisme et des voyages, indique l'Office dans un communiqué. La participation à cet événement, qui se poursuivra jusqu'au 11 janvier, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur du tourisme et de l'artisanat visant à renforcer le positionnement de la destination

Algérie, à travers la présence dans les manifestations touristiques internationales spécialisées, organisées dans des pays considérés comme des marchés prometteurs pour le tourisme algérien, précise le communiqué. Ce salon figure parmi les plus importantes expositions internationales spécialisées dans le domaine du tourisme et des voyages, constituant une plateforme de référence pour l'exposition des destinations touristiques mondiales, en sus d'être un espace professionnel important pour la communication et l'établissement de partenariats entre les différents ac-

teurs du secteur touristique à l'échelle internationale. La participation de l'Algérie à cette manifestation représente une opportunité privilégiée pour faire connaître les atouts touristiques, naturels et culturels dont regorge l'Algérie, et pour promouvoir le produit touristique national sous ses différentes formes, notamment le produit touristique saharien singulier, outre le renforcement des relations de coopération et la conclusion d'accords de partenariat dans le domaine des échanges touristiques.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALORS UN NOUVEAU PROGRAMME EST LANCÉ EN 2026

2 300 kilomètres de routes déjà réhabilités en 2025

Porté par un bilan impressionnant de 2 300 kilomètres de routes déjà réhabilités et par la modernisation de tronçons autoroutiers stratégiques répartis à travers dix wilayas, le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base engage désormais une nouvelle phase axée sur la maintenance préventive et l’expertise technique approfondie. Entre l’achèvement de chantiers complexes et le déploiement progressif de solutions techniques adaptées, les services du secteur maintiennent une cadence soutenue afin de finaliser les projets en cours, tout en posant les fondements d’un programme ambitieux pour 2026, résolument tourné vers l’excellence infrastructurelle.

Par Adem A.

Le ministère précise que la fin de l’année 2025 a été marquée par la concrétisation de l’engagement constant du secteur en faveur de la qualité et de la sécurité du réseau routier. Cette dynamique s’est traduite par des interventions ciblées ayant abouti à la livraison de plusieurs projets structurants inscrits dans le cadre du programme de maintenance. Ainsi, outre les 2 300 kilomètres de routes nationales et de wilaya ayant bénéficié de travaux réguliers, 28,4 kilomètres d’auto-roues dégradées ont été réhabilités sur plusieurs tronçons couvrant dix wilayas. Ces opérations ont contribué à améliorer sensiblement la fluidité de la circulation et à renforcer les conditions de sécurité pour les usagers, notamment sur les axes à fort trafic. Dans le même esprit, une expertise technique approfondie a été menée sur 51 kilomètres d’autoroutes dans les wilayas

d’Alger, de Blida, de Boumerdès et de Bouira. Cette démarche, inscrite dans une logique de maintenance préventive, a permis d’établir un diagnostic précis de l’état des infrastructures et d’identifier les priorités d’intervention futures, dans un souci de rationalisation des coûts et d’optimisation des performances du réseau. Parallèlement, les travaux se poursuivent sur plusieurs chantiers à travers le pays, avec la réhabilitation de 16,3 kilomètres supplémentaires d’autoroutes, le remplacement de 1 791 mètres linéaires de joints de dilatation sur divers ouvrages, ainsi que la maintenance de 1 800 kilomètres de routes nationales et de wilaya. Cette mobilisation continue traduit la volonté du secteur de maintenir le réseau à un niveau de service élevé, en adéquation avec les standards techniques requis. Au-delà de ce bilan, l’année 2026 s’annonce comme une étape décisive. Le programme d’investissement prévu vise le renforcement de 51 kilomètres d’auto-

routes, de 1 000 kilomètres de routes nationales et de 100 kilomètres de routes de wilaya, tout en engageant d’importants travaux de revêtement sur 600 kilomètres de routes nationales et 500 kilomètres de routes de wilaya. La maintenance des ouvrages d’art figure également parmi les priorités, avec des interventions programmées sur 120 ouvrages du réseau national et 60 ouvrages du réseau de wilaya. En matière de sécurité routière, le secteur prévoit l’élimination de 29 points noirs, la reprise du marquage horizontal sur près de 31 000 kilomètres du réseau routier national, ainsi que le remplacement de 2 832 mètres linéaires de joints de dilatation sur les ouvrages autoroutiers. Pour le ministre Djellaoui, « l’objectif est clair : passer d’une logique de réparation à une culture de maintenance préventive, garante d’un réseau plus sûr, plus durable et plus performant ». C’est dans ce contexte que le ministre des

Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a donné, ce samedi, le coup d’envoi de cette nouvelle dynamique au niveau de la sortie du tunnel de Khraicia, sur la deuxième rocade d’Alger, à l’occasion du lancement officiel de l’opération nationale de maintenance du réseau routier et autoroutier. Cette opération marque une étape clé dans la stratégie du secteur visant à préserver la qualité des infrastructures et à anticiper leur dégradation, dans un contexte de trafic en constante augmentation. S’exprimant à cette occasion, le ministre a affirmé que « la maintenance constitue aujourd’hui le pilier central de notre politique en matière d’infrastructures routières », soulignant que « préserver le réseau existant est tout aussi stratégique que la réalisation de nouveaux projets ». Il a également insisté sur la nécessité d’inscrire ces actions dans la durée afin de garantir la pérennité des investissements publics et la sécurité des citoyens.

MINÉRAUX STRATÉGIQUES

L’Algérie consolide sa place dans l’échiquier africain

Par M. A.

Dans un contexte mondial marqué par une course accrue aux ressources minières stratégiques, l’Afrique s’impose de plus en plus comme un acteur central. Dotée d’environ 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques, le continent joue un rôle déterminant dans l’approvisionnement global en matières premières indispensables à la transition énergétique et à l’industrialisation verte. Au sein de cette dynamique, l’Algérie affirme progressivement sa place parmi les pays africains et arabes qui comptent dans les flux d’exportation minière. Les exportations de minerais demeurent, pour de nombreux pays africains, une source essentielle de re-

venus destinée à soutenir la croissance économique et à répondre aux besoins de développement. D’après la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l’Algérie s’inscrit dans ce mouvement continental, aux côtés de pays comme l’Égypte, la Libye ou encore la Tunisie, avec des exportations minières estimées entre 1 et 5 milliards de dollars en 2024. Une performance qui reflète à la fois le potentiel du sous-sol de ces pays et la montée en puissance progressive du secteur extractif. Riche en ressources minières variées, l’Algérie dispose d’importants gisements de fer, de phosphate, de zinc, de plomb, d’or et de manganèse, sans oublier les perspectives prometteuses liées aux minéraux critiques appelés à jouer un rôle clé dans la transition

énergétique mondiale. Dans un continent où la majorité des minerais sont encore exportés à l’état brut, limitant ainsi les retombées économiques locales, la question de la valorisation et de la transformation industrielle devient centrale. À l’échelle africaine, plusieurs pays ont déjà engagé des choix stratégiques forts pour rompre avec le modèle d’exportation primaire, à l’image du Zimbabwe ou de la Tanzanie, qui ont restreint ou interdit l’exportation de certains minerais non transformés. Cette orientation trouve un écho croissant en Algérie, où les pouvoirs publics affichent leur volonté de renforcer l’intégration industrielle du secteur minier, afin d’accroître la valeur ajoutée nationale et de réduire la

dépendance aux exportations brutes. La dynamique continentale reste soutenue. Depuis 2024, le secteur minier africain connaît un essor continu, porté par la stabilité relative des prix des matières premières et par l’explosion de la demande mondiale en métaux stratégiques. À l’horizon 2040, la demande en minerais sur le continent pourrait être multipliée par quatre, ouvrant des perspectives considérables pour les pays capables de structurer une offre compétitive et durable. Dans ce paysage, l’Algérie apparaît comme un acteur à fort potentiel. Son positionnement géographique, ses ressources encore largement sous-exploitées et les orientations publiques en faveur de la transfor-

mation locale constituent des atouts majeurs pour renforcer sa présence sur le marché africain et international des minerais. À terme, l’enjeu ne réside plus uniquement dans l’exportation, mais dans la capacité du pays à s’insérer dans les chaînes de valeur mondiales, en faisant du secteur minier un levier de diversification économique et de souveraineté industrielle. Alors que l’Afrique se prépare à devenir l’un des piliers de l’économie mondiale des minerais critiques, l’Algérie semble disposer des leviers nécessaires pour transformer cette opportunité en moteur durable de croissance, à condition d’accélérer la modernisation du secteur et d’ancrer la transformation locale au cœur de sa stratégie minière.

COMMERCIALISATION DES PRODUITS D'AQUACULTURE MARINE

Lancement prochain d’une plateforme numérique

Synthèse S R.

Le Directeur général (DG) de la Pêche et de l’Aquaculture, Miloud Tria, a présidé, la semaine dernière, une réunion de coordination consacrée à la préparation du lancement d’une plateforme numérique dédiée à la présentation et à la commercialisation des produits d’aquaculture marine et continentale. En effet, cette nouvelle plateforme permettra aux producteurs d’enregistrer les quantités présentées et de les relier directement aux transformateurs et aux points de vente, notamment ceux relevant de l’Office national des aliments de bétail (ONAB), a précisé un communiqué de la Direction générale de la Pêche et de l’aquaculture (DGPA). La réunion s’est tenue en présence des cadres de la DGPA, ainsi que de représen-

tants de l’ONAB, et ce, en prévision du lancement de cette plateforme, première du genre, visant à faciliter la commercialisation de produits tels que la dorade royale, le loup de mer et le tilapia rouge, notamment au profit des petits producteurs et des agriculteurs pratiquant l’aquaculture, y compris l’aquaculture intégrée à l’agriculture. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts visant à développer la filière aquacole et à améliorer les mécanismes de commercialisation de ses produits, précise le communiqué, soulignant que la création de cette plateforme numérique vient en réponse aux difficultés constatées en matière de commercialisation de certains produits aquacoles, ayant constitué l’un des principaux obstacles à l’extension de la production. La préparation du lancement de la plate-

forme intervient parallèlement à la création d’une entreprise publique relevant du secteur de la Pêche et de l’Aquaculture, filiale de l’ONAB, sous l’appellation "ONAB Aquaculture et Pêche", et ce, dans le cadre de mesures concrètes visant à apporter des solutions durables au problème de la commercialisation. A cet égard, l’ONAB a procédé au lancement effectif de l’opération de commercialisation des produits aquacoles à travers ses points de vente, en application de la convention signée avec la chambre algérienne de la pêche et de l’aquaculture. La plateforme permettra de créer une base de données nationale des producteurs de produits d’aquaculture marine et continentale, et permettra à tout producteur ayant des difficultés à écouler sa production d’enregistrer les quantités disponibles pour que l’entreprise publique, filiale de

l’ONAB, prenne en charge leur commercialisation, de même qu’elle offre aux transformateurs de produits aquacoles la possibilité de s’inscrire et de définir leurs zones d’activité, afin d’assurer un lien direct entre producteurs, transformateurs et points de vente. Cette plateforme offre la possibilité de déterminer le calendrier de production et les quantités produites par chaque producteur et selon le type du produit, ainsi que d’élaborer des statistiques précises sur le nombre de producteurs et le volume de la production nationale, ce qui est à même de faciliter l’application des mécanismes incitatifs adoptés, notamment ceux destinés aux producteurs de tilapia rouge, consistant en une prime de 50 dinars par kilogramme produit.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Algérie Télécom rejoint la nouvelle plateforme algérienne de réseaux sociaux 1Tik

L'entreprise Algérie Télécom, a annoncé jeudi dans un communiqué, son adhésion officielle à la nouvelle plateforme algérienne de réseaux sociaux 1Tik, dans le cadre de son soutien aux initiatives numériques nationales et aux solutions technologiques locales. "Partant de son engagement à soutenir l'innovation et à renforcer la souveraineté numérique, Algérie Télécom a officiellement rejoint la nouvelle plateforme algérienne de réseaux sociaux 1Tik, dans une démarche visant à encourager les initiatives numériques nationales et à soutenir les solutions technologiques locales", précise la même source. A cette occasion, l'entreprise a invité ses abonnés à créer des comptes sur la nouvelle plateforme 1Tik, et à contribuer au processus de construction d'un avenir numérique algérien plus proche et plus innovant, tout en appelant à rejoindre son compte via le lien suivant: <https://1tik.social/page-view/cm4c6m6403fc01kqnaxyp4lj>, conclut le communiqué.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Près de 12.000 nouveaux postes prévus pour la session de février à Oran

Près de 12.000 nouveaux postes de formation ont été prévus par direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya d'Oran au titre de la prochaine session de formation professionnelle de février 2026, a-t-on appris auprès de cette structure. Ces postes sont répartis entre la formation diplômante, telle que la formation résidentielle (1.260 places), la formation par apprentissage (2.060), la formation à distance (2.490), la formation par passerelles (25), les écoles privées (1.181), la formation qualifiante, dont la formation initiale (1.850), la formation pour les femmes au foyer (225), la formation en milieu rural (295) et la formation en milieu pénitentiaire (765), entre autres, a indiqué à l'APS la chargée de communication de la direction du secteur, Nacera Mansouri. Comparativement à la session de février 2025, la direction du secteur a ouvert près de 4.000 places de formation supplémentaires pour cette nouvelle session (2026), "ce qui témoigne clairement de l'engouement des jeunes pour le secteur de la formation professionnelle", selon la même intervenante, ajoutant que cela s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur visant à encourager les jeunes à entrer dans le monde de la formation professionnelle et à renforcer leurs compétences techniques et professionnelles, tout en offrant des opportunités d'apprentissage adaptées à tous les niveaux d'enseignement, a-t-elle ajouté. Les inscriptions pour cette session ont débuté le 14 décembre dernier et se poursuivront jusqu'au 7 février prochain sur la plateforme "Takwin" mise en place par le ministère de tutelle, ainsi que dans les établissements de formation. La sélection et l'orientation auront lieu du 8 au 10 février, et les résultats seront annoncés le 12 février prochain, sachant que la rentrée officielle est prévue pour le 15 février, a expliqué Mme Mansouri.

PROMOTION DE L'IMAGE DE L'ALGÉRIE

Air Algérie signe un protocole d'accord avec l'Entreprise Publique de Télévision

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a signé, vendredi à Alger, un protocole d'accord avec l'Entreprise Publique de Télévision (EPTV), consacrant le renforcement de la coopération entre deux entreprises nationales majeures au service de la promotion de l'image de l'Algérie, a indiqué un communiqué du transporteur national. La cérémonie de signature s'est tenue au Centre international des conférences (CIC) "Abdelatif Rahal", en présence du Président-directeur général d'Air Algérie, M. Hamza Benhamouda, et le Directeur général de l'EPTV, M. Mohamed Baghali, en présence du Conseiller du président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Saïd, et du

ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama. Le protocole d'accord, signé en marge de l'annonce de la grille de programmes dédiée au mois sacré du Ramadhan, définit le cadre général d'un partenariat fondé sur l'échange de services et d'expertises entre les deux entreprises publiques, chacune dans son domaine de compétence. Il a pour objectif de promouvoir la destination Algérie, de valoriser la richesse et la diversité du patrimoine national, et de renforcer la visibilité d'Air Algérie sur les scènes nationale et internationale, précise le communiqué. Dans ce contexte, Air Algérie et l'EPTV entendent développer des coproductions audiovisuelles et mettre en œuvre un programme d'accompagnement destiné à sou-

tenir le rayonnement de l'Algérie lors des grands événements nationaux et internationaux, contribuant ainsi à la promotion de son image et à l'affirmation de son identité culturelle. A travers ce partenariat stratégique, Air Algérie réaffirme, en tant que pavillon national, "son engagement à soutenir toutes les initiatives en adéquation avec les valeurs qu'elle incarne. Fidèle à sa mission et à sa responsabilité d'entreprise citoyenne", souligne le communiqué. "La compagnie demeure pleinement ouverte sur son environnement institutionnel, culturel et médiatique, et œuvre à renforcer les synergies nationales au service du développement et du rayonnement durable de l'Algérie", selon la même source.

ALGÉRIE POSTE

Le projet de restructuration pour 2026 lancé

La Directrice générale (DG) d'Algérie Poste, Mme Chiraz Bechiri, a présidé, par visioconférence, une réunion regroupant les directeurs des bureaux postaux des différentes wilayas du pays, consacrée au lancement du projet de restructuration de l'entreprise pour l'année 2026, indique vendredi un communiqué d'Algérie Poste. Lors de cette réunion, tenue jeudi soir, le projet de restructuration d'Algérie Poste pour 2026 a été lancé, "un projet basé sur la modernisation, l'amélioration de la qualité des services et le respect de la charte d'accueil", précise la même source.

OOREDOO ALGÉRIE

Lancement commercial de la 5G

En ce début d'année 2026, Ooredoo Algérie ouvre un nouveau chapitre de la connectivité en Algérie en procédant au lancement commercial de sa technologie 5G, lors d'un événement grandiose tenu dans la soirée du mercredi 07 janvier 2026 à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf à Alger. Placée sous le signe de l'innovation et de la modernité, cette cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications M. Sid Ali Zerrouki, de l'ambassadeur du Qatar en Algérie son Excellence Abdelaziz Ali Al-Naama, du Regional Chief Executive deOoredoo Groupe, M. Ahmed Al-Neama, du top management de Ooredoo Algérie à leur tête le Directeur Général, M. RoniTohme ainsi que de partenaires institutionnels et technologiques de premier plan. Le lancement de la 5G de Ooredoo Algérie marque l'entrée sur le marché de solutions de nouvelle génération, conçues pour anticiper les tendances du marché algérien, répondre aux attentescroissantes des clients et accompagner l'évolution accélérée des usages numériques, en intégrant des services de connectivité à portée internationale et tournée vers l'avenir. Cette dynamique s'inscrit dans l'enrichissement du portefeuille d'offres Internet de Ooredoo, incluant également des solutions innovantes à forte valeur ajoutée, telles que le Cloud Gaming et des services basés sur l'intelligence artificielle, à l'image de RED CORE, copilote digital conçu pour une performance et une efficacité maximale, ainsi que ORED, une plateforme créative propulsée par l'IA, pensée pour démocratiser la création numérique. À travers ses offres commerciales 5G, qui seront annoncées prochainement, Ooredoo Algérie ambitionne de soutenir l'innovation dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie 4.0, la santé numérique, l'éducation connectée, les services digitaux avancés, ainsi que le développement des villes et villages intelligents (Smart Cities & Smart Villages).

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Janvier 2026

Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ¹					
DA / Kg		دج / كـلـغ			المنتجات
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	80	90	70	البطاطا
	Tomate	117	135	99	الطماطم
	Oignon sec	67	75	59	البصل الجاف
	Ail sec	779	853	705	الثوم الجاف
	Carotte	105	117	93	الجزر
	Navet	116	130	102	اللفت
	Choux fleur	87	99	74	قرنبيط
	Choux	90	101	79	الكرنب
	Courgette	176	194	159	الكوسة
	Haricot vert	388	418	359	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	157	173	141	الخس
	Clémentine	183	223	143	كليمونتين
	Orange	159	199	118	البرتقال
	Citron	144	166	122	الليمون
	Pomme locale	382	467	298	التفاح المحلي
	Datte	500	637	362	التمر
	Banane	475	498	451	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1898	2054	1742	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	326	340	312	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	330,00	NC	0,00	2,44	-20,92	5,82	10,81	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	NC	0,00	0,60	-0,14	9,07	5,52	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,50	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,01	1,55	10,97	5,43	9006	20 713 800,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-8,35	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,43	3,97	5,00	0	0,00

LOI DE FINANCES 2026

Baisse du coût fiscal pour les entreprises

La fiscalité appliquée aux investisseurs en Algérie poursuit sa trajectoire baissière. La Loi de finances 2026 vient confirmer une orientation engagée depuis plusieurs années : alléger durablement la charge fiscale pesant sur les entreprises structurées afin de stimuler l’investissement productif, renforcer la création de valeur et soutenir la diversification de l’économie nationale.

Par Réda Hadi

Selon une analyse menée sur la période 2021-2026 par le Cabinet Finabi Conseil, le coût fiscal global supporté par les investisseurs personnes physiques opérant à travers des EURL, SARL ou SPA a reculé de manière significative. Cet indicateur, qui intègre l'ensemble des prélèvements affectant le résultat distribuable — à savoir l'IBS, la TAP, l'IRG sur salaires et l'IRG sur dividendes — affiche une baisse moyenne comprise entre 10 et 13 points selon les secteurs d'activité. Pour Chabane Assad, fondateur de Finabi Conseil, cette évolution n'est ni conjoncturelle ni accidentelle. « L'analyse sur cinq exercices montre clairement une tendance structurelle à la baisse du coût fiscal. Elle a été amorcée dès 2022, consolidée en 2024 et renforcée par les mesures prévues dans la Loi de finances 2026. Cela traduit une vision cohérente des pouvoirs publics en faveur de l'investissement productif », explique-t-il. Pour le secteur industriel, il explique que celui-ci illustre parfaitement cette nouvelle orientation. En 2021, la pression fiscale globale y dépassait 41 %. La suppression progressive de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) pour l'industrie, combinée à l'instauration d'un taux d'IBS réduit à 10 % en cas de réinvestissement, a constitué un tournant majeur.

Résultat : le coût fiscal est tombé à 34 % dès 2023 et atteindrait environ 30 % en 2026. Mieux encore, pour les entreprises industrielles qui réinvestissent au moins 40 % de leurs bénéfices, ce taux pourrait descendre à près de 27 %. « Le signal envoyé est clair : l'État algérien privilégie la production locale, la montée en gamme industrielle et le réinvestissement des bénéfices dans l'outil productif », souligne-t-il. Tandis que pour les secteurs du BTPH et du tourisme, qui supportaient une charge fiscale comprise entre 47 et 48 % en 2021, ils bénéficient eux aussi d'un allègement substantiel. Les réformes successives ont permis de ramener ce taux à 43 % en 2023, puis à 37 % en 2024 après la suppression totale de la TAP. La Loi de finances 2026 consolide cette dynamique, avec un coût fiscal projeté à 33,64 %, notamment grâce à la baisse de l'IRG sur les dividendes. Une évolution saluée par les professionnels, dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à fort effet d'entraînement sur l'économie nationale. Maintenant s'agissant des services et commerce, il y a une modération progressive. En effet, longtemps considérés comme les secteurs les plus fiscalisés, les services et le commerce enregistrent également une baisse notable. Leur coût fiscal, qui avois-

nait 50 % en 2021, est passé à 39,7 % en 2024 et devrait atteindre 36,22 % en 2026. Pour l'expert, cette évolution est stratégique : « La modération progressive de la fiscalité dans ces secteurs vise à encourager l'investissement privé, la formalisation de l'économie et l'élargissement de l'assiette fiscale, autant de leviers indispensables à une croissance durable ». Le secteur de la publicité fait figure d'exception. Il est le seul à avoir enregistré une hausse relative sur la période, en raison du doublement de la taxe sur le chiffre d'affaires, passée de 1 % à 2 %. Malgré cela, la baisse de l'IRG sur les dividendes permet de stabiliser le coût fiscal global autour de 47 % en 2026. L'une des mesures phares de la Loi de finances 2026 réside dans la révision à la baisse de l'IRG sur les dividendes, ramenée de 15 % à 10 %. Cette décision vise à corriger les effets négatifs observés ces dernières années sur l'épargne et la mobilisation des capitaux. « La réduction de l'imposition sur les revenus distribués constitue un levier puissant pour renforcer le capital productif et améliorer l'attractivité de l'investissement en Algérie », conclut CHABANE ASSAD. Une orientation qui confirme la volonté des autorités de placer l'économie réelle au cœur des priorités fiscales.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Préparation du lancement d’un guichet unique numérique pour les exportateurs

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations prépare le lancement d'un guichet unique numérique pour les exportateurs, afin de faciliter les procédures et de réduire les délais de traitement, a indiqué jeudi le ministre du secteur, M. Kamel Rezig. Lors d'une audition devant la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Mme Samira Barhoum, présidente de la commission, M. Rezig a précisé que ses services œuvrent à "la préparation du lancement d'un guichet unique numérique pour les exportateurs activant dans les différents secteurs, qui permettra de simplifier les procédures, de renforcer la transparence et d'accélérer la cadence du traitement des dossiers". Grâce à ce nouvel outil numérique, les opérateurs pourront obtenir les documents nécessaires à leurs opérations d'exportation dans les meilleurs délais, sans avoir à se déplacer à Alger, et pourront également prendre les rendez-vous en ligne afin de faciliter l'examen de leurs préoccupations, selon le ministre. M. Rezig a estimé que ce guichet consti-

tue un "progrès majeur dans le domaine de l'exportation, car il contribuera significativement à l'augmentation des exportations nationales hors hydrocarbures et au renforcement de la compétitivité des produits algériens sur les marchés extérieurs". A cette occasion, le ministre a salué les efforts déployés pour élargir le nombre d'opérateurs impliqués dans la dynamique d'exportation, soulignant que ce nombre avait atteint près de 1800 exportateurs au cours des dix (10) premiers mois de 2025. Parmi ces exportateurs, 788 opérateurs ont exporté vers le continent africain et 961 vers les pays européens, tandis que le nombre d'exportateurs vers l'Asie a atteint 430 opérateurs, selon les chiffres présentés par M. Rezig. Evoquant les deux organismes nationaux spécialisés dans la promotion des exportations hors hydrocarbures et dans le suivi et l'encadrement des importations, dont la création a été ordonnée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a fait savoir que la définition du règlement intérieur est entrée dans sa phase finale, en prélude à son adoption. La création de ces deux organismes in-

tervient en application des instructions du Président de la République, qui a ordonné la dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) et la création de deux organismes : le premier chargé d'appuyer et d'encourager les exportations, et le second spécialisé dans l'organisation et l'encadrement des importations. Le ministre a souligné l'importance de cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre de la restructuration du système du commerce extérieur, en vue de renforcer la gouvernance et l'efficacité et d'adopter une nouvelle approche loin des solutions conjoncturelles et des mesures isolées, de manière à donner un véritable élan à la hausse des exportations hors hydrocarbures, à valoriser les capacités de production nationales et à créer une valeur ajoutée durable. Pour rappel, trois décrets exécutifs ont été publiés, en septembre dernier, dans le Journal officiel (JO), portant création de deux organismes chargés d'organiser l'importation et l'exportation, placés sous la tutelle du ministre du Commerce extérieur, ainsi que la dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX).

BANQUE D’ALGÉRIE
De nouvelles mesures monétaires annoncées

Par R E

La Banque d'Algérie a décidé d'abaisser les réserves obligatoires et le taux d'intérêt directeur. Ces mesures sont contenues dans deux instructions datées du 7 janvier 2026 et signées par le gouverneur par intérim, Mouatasssem Boudiaf. La première décision est actée par l'instruction n° 01-26, qui modifie et complète l'instruction n° 02-2004 du 13 mai 2004 relative aux réserves obligatoires. Selon l'article 3, tel que révisé, « le taux des réserves obligatoires est fixé à 1 % de l'assiette des réserves obligatoires ». Cette mesure entrera en vigueur à compter du 15 janvier 2026. La seconde décision concerne le taux d'intérêt directeur appliqué aux opérations principales de refinancement. L'instruction n° 02-26 modifie l'instruction n° 07-2020 du 29 avril 2020. Le texte précise que « le taux d'intérêt directeur appliqué aux opérations principales de refinancement est fixé à 2,50 % ». Cette disposition est applicable dès la date de signature de l'instruction, soit le 7 janvier 2026. Ces deux ajustements s'inscrivent dans la continuité de l'assouplissement monétaire engagé depuis l'été 2025. Fin août, le Conseil monétaire et bancaire avait déjà décidé de ramener les réserves obligatoires de 3 % à 2 % et d'abaisser le taux directeur de 3 % à 2,75 %. Avec les nouvelles décisions de janvier 2026, le coefficient des réserves obligatoires est désormais réduit à 1 %, tandis que le taux directeur recule encore de 0,25 point. « Cet assouplissement des conditions monétaires vise à accroître la capacité du système bancaire à financer l'économie », avait expliqué le Conseil monétaire et bancaire, qui avait souligné rester « attentif aux évolutions économiques nationales et internationales et se tient prêt à ajuster les instruments de la politique monétaire en fonction des objectifs arrêtés en la matière ». En somme, l'objectif de cette mesure est clair : stimuler l'activité en rendant le crédit moins cher et en injectant des liquidités dans le système bancaire. Pour des financiers, le succès de cette manœuvre dépendra de la transmission des baisses par les banques et de la confiance des acteurs économiques.

TOUGGOURT
Plus de 10.960
logements en cours
de réalisation

Pas moins de 10.966 unités de logements, de différentes formules, sont en cours de réalisation à travers la wilaya de Tougourt, à-on avis des services de la wilaya. Ces projets, répartis à travers différentes communes et dont les chantiers sont à différents taux d'avancement, englobent 2.680 logements de type public locatif, 1.453 logements promotionnels aidés et 840 logements de la formule location-vente, at-on détaillé. Ils concernent également 2.159 unités d'habitat rural et 3.834 lots de terrains destinés à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux, at-on ajouté. Le secteur de l'Habitat a connu, ces dernières années, une véritable dynamique dans la wilaya de Tougourt, grâce aux différents programmes dont a réduit et qui ont donné lieu à la réalisation et la distribution de 23.785 unités de logement, au cours des cinq (5) dernières années, selon la même source.

KHENCHELA
Réception
prochaine de 8
centres
intermédiaires de
stockage de
céréales

Huit centres intermédiaires de stockage de céréales seront prochainement réceptionnés dans la wilaya de Khenchela, apprend-on jeudi auprès du directeur local des équipements publics. Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelouahab Boudib a précisé que ces infrastructures de stockage sont en cours de réalisation dans les communes d'Ouled Rechache, R'mila, Metoussa, N'sigha, El Mehmel, Barbar, Ain Touila et Tamza, soulignant que les entreprises de réalisation se sont engagées à les livrer au cours du premier trimestre 2026 pour en permettre l'exploitation durant la campagne de moisson battage de l'été prochain. Le même responsable a indiqué que l'enveloppe financière octroyée à leur réalisation qui touche à sa fin a dépassé 1,7 milliard DA, augmentant que la capacité de stockage globale de ces centres est de 400.000 quintaux. Ces équipements retenus pour la wilaya dans le cadre du programme national d'augmentation des capacités des ouvrages de stockage de céréales contribueront à augmenter la capacité de stockage de céréales de la wilaya et faciliteront la collecte des récoltes céréalières, selon le même responsable. La wilaya de Khenchela dispose actuellement de 15 points de stockage de céréales d'une capacité de 1,7 million de quintaux et connaît des travaux de réalisation dans la commune de Baghaï d'un silo à grains d'une capacité d'un million de quintaux

EL-MENIAA

Octroi de 200 autorisations de forages agricoles en 2025

Pas moins de 200 autorisations de forages d'irrigation agricole ont été délivrées durant l'année 2025 aux agriculteurs de la wilaya d'El-Meniaa, à-on avisé jeudi auprès de la direction locale de l'hydraulique.

Octroyées dans le cadre de la promotion de l'investissement agricole et le renforcement des ressources en eau destinées à l'irrigation, ces autorisations, englobant la réalisation de 398 puits, ont été établies par le guichet unique chargé des études et l'octroi des autorisations de réalisation de forages, et ce, en vue d'assouplir les procédures administratives et d'accélérer l'examen des dossiers des postulants, a indiqué le directeur de l'Hydraulique, Ahmed Cherif. Cinquante (50) dossiers supplémentaires font l'objet d'examen, en plus de 20 autres devant obtenir l'aval du wali, a ajouté le même responsable, assurant que l'opération se poursuit conformément aux procédures en vigueur.

Cette mesure intervient en réponse à l'extension des superficies agricoles irriguées que connaît la wilaya, notamment celles destinées au développement des cultures stratégiques, dont la céréaliculture et les cultures fourragères, en plus de la phénici-culture et des cultures maraichères au titre de l'agriculture oasisienne. Le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a affirmé, dans ce cadre, que ses services s'emploient à aplanir les contraintes rencontrées par les opérateurs agricoles, à l'effet de les encourager à adhérer au programme des pouvoirs publics visant la réalisation de l'autosuffisance et la sécurité



alimentaire. Il a ajouté que cela passait par l'octroi d'autorisations de forages d'irrigation, l'activation de la clause résolutoire, la régularisation de la situation des agriculteurs exploitant des terres sans acte réglementaire, au niveau des périmètres agricoles des trois communes de la wilaya (Hassi-Lefhal, Hassi El-Gara et El-Me-

niaa). Des récoltes "records" de céréales et de fourrages ont été réalisées ces dernières années dans la wilaya d'El-Meniaa, avec, à titre d'illustration, une production ayant atteint, et ce pour la première fois, plus de 1,1 million de quintaux de céréales la saison écoulée, ont indiqué les responsables de la direction des services agricoles.

TIZI-OUZOU

Plus de 300 autorisations de concessions agricoles accordées

Un total de 325 autorisations de concessions de terrains agricoles relevant du domaine privé de l'Etat ont été accordées dans la wilaya de Tizi-Ouzou par la Commission de wilaya chargée de l'assainissement du foncier agricole, ont indiqué vendredi, dans un communiqué, les services de la wilaya. La Commission qui a reçu un total de 429 demandes de transfert du droit de jouissance en droit de concession a accordé 325 autorisations de concession et rejeté 55 dossiers tandis que 22 autres sont tou-

jours en instance. Sur les 325 dossiers acceptés par la Commission, 39 ont été déjà transférés à la direction locale du cadastre pour le parachèvement des procédures administratives, a ajouté la même source. Le wali, Aboubakar Essedik Boucetta, qui a présidé jeudi une réunion de la Commission lors de laquelle un exposé sur la situation du foncier agricole pertinent du domaine privé de l'Etat dans la wilaya lui a été présenté, a instruit ses services à l'effet d'accélérer l'achève-

ment de l'ensemble de ces procédures dans un délai ne dépassant pas trois semaines. Il a également, dans le même sillage, ordonné l'accompagnement des agriculteurs investisseurs pour la constitution et la régularisation de leurs dossiers administratifs auprès des services agricoles et de l'Office national des terres agricoles de la wilaya. L'opération d'assainissement du foncier agricole s'inscrit, rappelle la même source, "dans les efforts de l'Etat visant à protéger le foncier

agricole et à garantir son exploitation optimale, en vue de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire du pays". Elle se décline, notamment, à travers le recensement et l'inventaire de l'ensemble des terres agricoles pertinents du domaine privé de l'Etat, l'identification des superficies non exploitées et susceptibles d'être récupérées, la régularisation de la situation des exploitants effectifs et leur intégration dans l'activité économique.

ANNABA

Lancement prochain de l'installation de 12 nouvelles stations de téléphonie mobile

Les travaux d'installation de 12 nouvelles stations de téléphonie mobile seront prochainement lancés dans plusieurs régions de la wilaya d'Annaba dans le cadre des efforts de consolidation de la couverture réseau et d'amélioration de la qualité des services, à-on informé jeudi auprès du directeur de la poste et des télécommunications. Dans une déclaration à l'APS, M. Rabah Bouibia a précisé que l'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme sectoriel intégré visant à éliminer progressivement les zones d'ombre et à développer la qualité des services de téléphonie mobile et d'internet dans les campagnes et les localités enclavées.

Le même responsable a indiqué que le secteur a réalisé dernièrement une avancée en matière d'élargissement du réseau de téléphonie mobile par l'installation de 68 stations mises en service en plus du lancement « prochain » des travaux d'installation de 12 autres stations dans plusieurs communes en fonction d'études techniques tenant compte des normes en vigueur et la densité urbaine. Dans le cadre du fonds du service universel des communications visant à étendre la couverture aux localités reculées, le même responsable a fait état de proposition auprès des instances concernées pour l'installation d'autres stations dans les villages de la commune d'El Eulma

(Bir Merdja, Bir Nessara, Bir Mekhalfa, Rayhane, Lekbail et Ouled Toumi). Ces efforts, at-il ajouté, traduisent la détermination des pouvoirs publics à garantir le droit du citoyen à l'accès aux services de communication et à l'équité dans la répartition des projets de sorte à soutenir le développement local et favoriser l'intégration numérique sur l'ensemble du territoire de la wilaya. Selon le même responsable, les services de la direction de la poste et des télécommunications ont maintenu la coordination avec les divers organismes pour le suivi de ces projets jusqu'à leur concrétisation pour répondre aux besoins des citoyens.

La Nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique

Pour s'assurer que l'Amérique reste le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pour les décennies à venir, notre pays a besoin d'une stratégie cohérente et ciblée sur la manière dont nous interagissons avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir exactement ce que nous essayons de faire et pourquoi.

7^e partie

Les visites d'État du président Trump dans les pays du golfe Persique en mai 2025 ont démontré la puissance et l'attrait de la technologie américaine. Le président y a gagné le soutien des États du Golfe pour la technologie d'IA supérieure de l'Amérique, approfondissant ainsi nos partenariats. L'Amérique devrait de même manière faire appel à ses alliés et partenaires européens et asiatiques, y compris l'Inde, pour consolider et améliorer nos positions communes dans l'hémisphère occidental, ainsi qu'en Afrique pour ce qui est des minéraux rares. Nous devrions former des coalitions qui utilisent nos avantages comparatifs en matière de finance et de technologie pour créer des marchés d'exportation avec les pays associés. Nous devrions former des coalitions tirant parti de nos avantages comparatifs dans les domaines financier et technologique afin de développer des marchés d'exportation avec les pays qui coopèrent. Les partenaires économiques des États-Unis ne devraient plus compter sur la surcapacité et les déséquilibres structurels pour générer des revenus, mais plutôt miser sur une croissance fondée sur une coopération concertée, liée à un alignement stratégique et soutenue par des investissements américains à long terme. Avec les marchés financiers les plus performants et les plus efficaces du monde, l'Amérique peut aider les pays à faible revenu à développer leurs propres marchés et à lier plus étroitement leurs monnaies au dollar, garantissant ainsi l'avenir du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale. Nos plus grands atouts restent notre système de gouvernement et notre économie de marché libre dynamique. Cependant, nous ne pouvons pas présumer que ces atouts prévaudront automatiquement. Une stratégie de sécurité nationale est donc essentielle.

La dissuasion face aux menaces militaires

À long terme, le maintien de la prééminence économique et technologique des États-Unis est le moyen le plus sûr de dissuader et de prévenir un conflit militaire à grande échelle. Un rapport de force militaire conventionnel favorable reste un élément essentiel de la rivalité stratégique. À juste titre, l'attention se concentre sur Taïwan, en partie à cause de la domination de Taïwan dans la production de semi-conducteurs, mais surtout parce que Taïwan offre un accès direct à la deuxième chaîne d'îles et divise l'Asie du Nord-Est et l'Asie du Sud-Est en deux théâtres d'opérations distincts. Étant donné qu'un tiers du trafic maritime mondial passe chaque année par la mer de Chine méridionale, cette situation a des implications majeures pour l'économie américaine. La dissuasion d'un conflit au sujet de Taïwan, idéalement en préservant une supériorité militaire, est donc une priorité. Nous maintiendrons égale-



ment notre politique déclaratoire de longue date concernant Taïwan, ce qui signifie que les États-Unis ne soutiennent aucune modification unilatérale du statu quo dans le détroit de Taïwan. Nous bâtirons une armée capable de repousser toute agression n'importe où dans la première chaîne d'îles. Mais l'armée américaine ne peut pas, et ne doit pas, le faire seule. Nos alliés doivent s'impliquer et dépenser, et surtout faire, beaucoup plus pour la défense collective. Les efforts diplomatiques des États-Unis devraient se concentrer sur la pression exercée sur nos alliés et partenaires de la première chaîne d'îles pour qu'ils autorisent l'armée américaine à accéder plus facilement à leurs ports et autres installations, qu'ils dépensent davantage pour leur propre défense et, surtout, qu'ils investissent dans des capacités visant à dissuader toute agression. Cela permettra de faire le lien entre les questions de sécurité maritime le long de la première chaîne d'îles tout en renforçant la capacité des États-Unis et de leurs alliés à contrer toute tentative de s'emparer de Taïwan ou toute évolution défavorable de l'équilibre des forces qui rendrait impossible la défense de cette île. Le risque que l'un de nos concurrents prenne le contrôle de la mer de Chine méridionale constitue un autre défi en matière de sécurité. Cela pourrait permettre à une puissance potentiellement hostile d'imposer un système de péage sur l'une des voies commerciales les plus importantes au monde ou, pire encore, de la fermer et de la rouvrir à sa guise. L'une comme l'autre de ces deux issues serait préjudiciable à l'économie et aux intérêts des États-Unis en général. Des mesures rigoureuses doivent être mises en place, ainsi que des moyens de dissuasion suffisants pour maintenir ces voies ouvertes, exemptes de « péage », et non soumises à une fermeture arbitraire imposée par un seul pays. Pour ce faire, il faudra non seulement investir davantage dans nos capacités militaires, en particulier nos forces navales, mais aussi coopérer étroitement

avec tous les pays qui risquent de pâtir de cette situation, depuis l'Inde jusqu'au Japon et au-delà, si l'on ne s'attaque pas à cette question. Étant donné que le président Trump insiste pour que le Japon et la Corée du Sud prennent une plus grande part du fardeau, nous devons exhorter ces pays à augmenter leurs dépenses de défense, en mettant l'accent sur les capacités, y compris les nouvelles capacités, nécessaires pour dissuader les adversaires et protéger la première chaîne d'îles. Nous allons également dynamiser et renforcer notre présence militaire dans le Pacifique occidental, tandis que concernant Taïwan et l'Australie, nous continuons d'exiger avec détermination une augmentation des dépenses de défense. La prévention des conflits exige une vigilance accrue dans la région indo-pacifique, une modernisation de la filière industrielle de défense, un accroissement des investissements militaires de notre part et de celle de nos alliés et partenaires, ainsi que notre domination à long terme dans la course à la concurrence économique et technologique.

Promouvoir la grandeur de l'Europe

Les responsables américains ont pris l'habitude de considérer les problèmes européens en termes de dépenses militaires insuffisantes et de stagnation économique. Il y a une part de vérité, cependant les vrais problèmes de l'Europe sont bien plus profonds. L'Europe continentale a perdu des parts du PIB mondial, passant de 25 % en 1990 à 14 % aujourd'hui, en partie à cause de réglementations nationales et transnationales qui sapent la créativité et l'esprit d'initiative. Mais ce déclin économique est éclipsé par la perspective réelle et plus sombre d'un effacement de la civilisation. Au nombre des problèmes les plus importants auxquels l'Europe est confrontée, citons les mesures prises par l'Union européenne et d'autres organismes transnationaux qui

portent atteinte aux libertés politiques ainsi qu'à la souveraineté, les politiques migratoires qui transforment le continent tout en créant des conflits, la censure de la liberté d'expression et la répression de l'opposition politique, l'effondrement des taux de natalité, ainsi que la perte des identités nationales et de toute confiance en soi. Si les tendances actuelles devaient se poursuivre, le continent sera méconnaissable d'ici 20 ans ou moins. Dans ces conditions, il est donc loin d'être acquis que certains pays européens auront des économies et des armées suffisamment fortes pour rester des alliés fiables. Bon nombre de ces nations redoublent actuellement d'efforts pour poursuivre dans la voie qu'elles ont empruntée. Nous voulons que l'Europe reste européenne, qu'elle retrouve confiance en sa civilisation et qu'elle abandonne son obsession pour une réglementation asphyxiante, c'est un échec. Ce manque de confiance en soi est particulièrement évident dans les relations de l'Europe avec la Russie. Les alliés européens jouissent d'un avantage significatif sur la Russie en matière de hard power, et ce pratiquement à tous les niveaux, à l'exception de l'armement nucléaire. À la suite de la guerre menée par la Russie en Ukraine, les relations entre l'Europe et la Russie se sont profondément dégradées et de nombreux Européens considèrent la Russie comme une menace existentielle. La gestion des relations européennes avec la Russie nécessitera un engagement diplomatique important de la part des États-Unis, à la fois pour rétablir les conditions de stabilité stratégique sur le continent eurasiatique et pour atténuer le risque de conflit entre la Russie et les États européens. Il est dans l'intérêt primordial des États-Unis de négocier une cessation rapide des hostilités en Ukraine, afin de stabiliser les économies européennes, empêcher une escalade ou une extension involontaire de la guerre et rétablir la stabilité stratégique avec la Russie, et permettre la reconstruction de l'Ukraine après les hostilités pour lui permettre de survivre en tant qu'État viable. La guerre d'Ukraine a eu pour effet pervers d'accroître les dépendances extérieures de l'Europe, et en particulier de l'Allemagne. Aujourd'hui, c'est en Chine que les entreprises chimiques allemandes construisent certaines des plus grandes usines de transformation au monde, en utilisant du gaz russe que les allemands ne peuvent obtenir chez eux. L'administration Trump est en total désaccord avec les responsables européens qui nourrissent des attentes irréalistes concernant la guerre, ils sont aux commandes de gouvernements minoritaires instables, dont beaucoup bafouent les principes fondamentaux de la démocratie pour réprimer l'opposition.

(A suivre)
(Source : White House, 01-11-2025)

LIBYE

Un nouveau
départ ?

Un sommet à Tripoli, une présence accrue à Davos : la Libye cherche à attirer les investissements étrangers, malgré une situation géopolitique délicate. La Libye possède les plus grandes réserves de pétrole en Afrique et d'importants gisements de fer et d'or. Elle dispose d'un grand potentiel en énergies renouvelables (solaire et éolien) et dans le tourisme. Le maréchal Khalifa Haftar et son Armée nationale libyenne (ANL) contrôlent une grande partie des principaux champs et terminaux pétroliers libyens, ce qui lui confère un levier de pression majeur sur le gouvernement de Tripoli et l'économie nationale, malgré des tensions persistantes et des blocus temporaires de production qui affectent les revenus, essentiels à la stabilité du pays. Nous voyons donc une Libye divisée en deux, largement influencée par des puissances étrangères. La Libye renforce sa stratégie d'attraction des investissements étrangers dans les hydrocarbures. La National Oil Corporation (NOC) lance de nouveaux appels d'offres pour des blocs d'exploration (maritimes et terrestres) en 2026, suscitant un fort intérêt des entreprises américaines et européennes. Prévu du 24 au 26 janvier 2026 à Tripoli « le Sommet sur l'énergie et l'économie en Libye » accueillera un pavillon américain organisé par l'AmCham (Chambre de commerce américaine), mettant en avant le retour stratégique des entreprises américaines en Libye (lire en rubrique agenda). L'Europe est le premier client de la Libye 71 %, suivie du Royaume-Uni 5 %, des États-Unis 5 %, de la Thaïlande, 4 % et de la Chine, 3 %. Les principaux fournisseurs de la Libye sont : l'Europe 37 %, la Chine 22 %, la Turquie, 18 %, Chypre, 4 % et la Corée du Sud, 3 %. Le PIB de la Libye en 2025 est de 50 milliards de dollars. Une forte croissance est attendue grâce au pétrole. Le PIB par habitant est de 6 866 dollars. Les hydrocarbures représentent 60 % du PIB, 90 % des recettes budgétaires et 95 % de la valeur des exportations. Les réserves de change atteignent 99 milliards \$. La Libyan Investment Authority dispose 68 milliards \$, dont une grande partie est gelée depuis 2011 par les sanctions des Nations unies.

EGYPTE/LIBAN

Signature d'un accord pour alimenter en gaz naturel une centrale au Liban

En signant ce nouvel accord énergétique avec le Liban, l'Égypte continue de renforcer sa présence sur les marchés régionaux de l'énergie. Le protocole s'inscrit en effet dans une stratégie plus large fondée sur le gaz et le développement des échanges électriques grâce aux ressources renouvelables.

Fin décembre 2025, l'Égypte et le Liban ont signé un protocole d'accord portant sur l'approvisionnement en gaz naturel de la centrale électrique de Deir Ammar. L'accord a été conclu à Beyrouth entre le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Badawi, et son homologue libanais Joe Saddi, en présence du Premier ministre libanais Nawaf Salam. Il vise à soutenir la production d'électricité au Liban, dans un contexte de fortes contraintes sur le système électrique national. Selon les autorités égyptiennes, ce protocole s'inscrit dans la continuité de la récente visite officielle du Premier minis-

tre égyptien Mostafa Madbouly dans le pays du cèdre. Aucun détail n'a été communiqué concernant les volumes de gaz concernés, le calendrier de livraison ou encore les modalités financières. La centrale de Deir Ammar dispose d'une capacité installée d'environ 465 MW, selon les données officielles d'Électricité du Liban. Elle représente près de 15 % de la capacité électrique totale du pays, estimée à environ 3000 MW. Cet accord s'inscrit dans une dynamique plus large visant à renforcer le rôle régional de l'Égypte dans le secteur de l'énergie. Selon le « Annual Statistical Bulletin 2024 » de l'OPEC, l'Égypte était le deuxième

producteur de gaz naturel en Afrique en 2023. Le pays dispose d'infrastructures développées pour la production, le traitement et l'exportation de gaz naturel, incluant des réseaux de transport et des capacités de liquéfaction. Le pays développe parallèlement ses capacités de production d'électricité, notamment à partir des énergies renouvelables, et renforce son positionnement à travers des projets d'interconnexions électriques. La république arabe développe ainsi une interconnexion avec l'Arabie saoudite d'une capacité prévue de 3000 MW, tandis qu'un autre projet, nommé GREGY, vise à la relier à la Grèce.

ÉGYPTE

La BERD finance le développement des capacités de dessalement d'eau

Dans un contexte de pression croissante sur les ressources hydriques, l'Égypte multiplie les leviers pour sécuriser l'approvisionnement en eau, en s'appuyant davantage sur des initiatives privées et le financement international. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé jeudi 8 janvier l'octroi d'un prêt senior pouvant atteindre 350 millions de livres égyptiennes, soit environ 7,4 millions \$, à Ridgewood for Water Desalination, filiale du groupe égyptien Hassan Al-lam Utilities.

Le financement doit permettre à l'entreprise de construire de nouvelles unités de dessalement de petite taille et de moderniser des installations existantes le long des côtes de la mer Rouge et de la Méditerranée. Ces infrastructures visent à assurer une alimentation en eau plus fiable à des secteurs économiques clés, notamment le tourisme et l'industrie, qui ne disposent pas toujours d'un accès régulier au réseau public en raison du cadre réglementaire en vigueur. La BERD indique également que le

projet qui ajoutera une capacité de dessalement estimée entre 10 000 et 15 000 mètres cubes par jour, devrait améliorer l'efficacité opérationnelle et énergétique des installations, tout en soutenant la croissance et la diversification des activités de Ridgewood. Membre fondateur de la BERD, l'Égypte figure parmi les principaux pays d'intervention de l'institution. Depuis le démarrage de ses opérations dans le pays en 2012, la banque indique y avoir investi près de 13,9 milliards d'euros à travers 209 projets couvrant différents sec-

teurs de l'économie. Ce dernier investissement intervient dans un contexte régional marqué par des enjeux accrus autour de la ressource en eau. La mise en service récente du Grand barrage de la Renaissance en Éthiopie, sur le Nil Bleu, est considérée par l'Égypte comme un enjeu majeur pour sa sécurité hydrique, compte tenu de sa forte dépendance au fleuve. Dans ce contexte, le développement du dessalement s'impose comme une solution complémentaire indispensable.

MAURITANIEN

La réception du pont de Rosso reportée à 2027

Le Premier ministre mauritanien, El Moctar Ould Djay, a annoncé, jeudi à Dakar, que la réception du pont de Rosso (Saint Louis, nord), entre le Sénégal et la République islamique de Mauritanie, prévue à la fin de l'année 2026 est reportée à 2027. "Il était prévu que cette infrastructure soit réceptionnée en fin 2026 mais, les évaluations qui ont été faites par les équipes [des deux pays] nous disent que ça peut être plus tard, en 2027", a-t-il

confié au cours d'une conférence de presse conjointe à Dakar avec son homologue sénégalais Ousmane Sonko. Le chef du gouvernement mauritanien, en visite de deux jours à Dakar, a indiqué que des "instructions fermes ont été données aujourd'hui aux deux équipes de travailler ensemble et de mettre toute la pression possible sur l'entreprise en charge des travaux". El Moctar Ould Djay, tenant au "respect des en-

gagements" de l'entrepreneur, invite les équipes des deux pays à "travailler ensemble pour lever tous les obstacles de blocage identifiés pour aider à l'avancement de la finalisation de cette infrastructure". Il a mis en avant le rôle de cette infrastructure structurante pour la coopération entre les deux pays, non sans rappeler son importance dans la réalisation du corridor reliant l'Europe à l'Afrique de l'Ouest.

TUNISIE

Kais Saïed reçoit un rapport alarmant, Tunisair en première ligne

Le président de la République, Kais Saïed, a reçu, dans l'après-midi du 9 janvier, au palais de Carthage, Fadhila Gargouri, premier substitut du président de la Cour des comptes. À cette occasion, elle lui a remis le rapport annuel général de l'année écoulée, accompagné de plusieurs rapports sectoriels mettant en lumière de graves dysfonctionnements au sein d'organismes publics. Les travaux de contrôle menés par la Cour des comptes ont révélé des irrégularités majeures. Dans onze struc-

tures publiques seulement, les pertes ont été estimées à environ 1 070 millions de dinars. Parmi les cas les plus marquants figurent Tunisair, dont les pertes dépassent 316 millions de dinars, ainsi que l'Office de la marine marchande et des ports, avec des pertes évaluées à près de 291 millions de dinars. Les rapports pointent notamment des versements de salaires, primes et indemnités sans fondement légal, aggravés par une faiblesse des mécanismes de contrôle et de suivi. Commentant ces chiffres, le chef de

l'État a estimé qu'ils reflètent l'ampleur d'un effondrement et d'un sabotage systématiques qu'a connus le pays. Il a souligné la nécessité de tirer toutes les conséquences juridiques de cette corruption, rappelant que le peuple tunisien a le droit de récupérer intégralement les fonds détournés. Si les rapports sont essentiels, a-t-il insisté, les décisions et actions qui doivent en découler le sont tout autant. Le président de la République a également appelé à réviser plusieurs textes législatifs et à éradiquer les causes

structurelles ayant conduit à cette situation, qu'il juge intenable. Il a rappelé que la reddition des comptes et la responsabilité constituent un droit légitime du peuple, dont les ressources ont été spoliées et les droits bafoués. Enfin, Kais Saïed a précisé que l'objectif n'est pas de mettre en place des juridictions de règlement de comptes, mais de garantir une Cour des comptes pleinement opérationnelle et une justice efficace et équitable dans l'ensemble des tribunaux, quels que soient leurs domaines de compétence.

ZAMBIE

Le gouvernement renonce à une prolongation de 12 mois du programme d'aide du FMI

L'abandon de la demande de prolongation qui devait permettre de débloquer un financement supplémentaire d'environ 145 millions de dollars, intervient alors que le pays se prépare à organiser des élections générales, dans un contexte marqué par une inflation à deux chiffres et une grave pénurie d'électricité.

Le gouvernement zambien a fait marche arrière sur la demande de prolongation de douze mois de son programme de prêt auprès du Fonds monétaire international (FMI), qui doit expirer fin janvier 2026, a annoncé l'institution financière multilatérale le mercredi 7 janvier.

« Alors que les autorités avaient initialement demandé une prolongation d'un an de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), elles ont informé l'équipe du FMI qu'elles ne poursuivraient pas cette option », a déclaré un porte-parole du FMI, indiquant que la dernière revue de cet accord devrait être examinée par le conseil d'administration du FMI à la fin du mois en cours.

Aucune raison n'a été avancée pour justifier cette décision qui intervient alors que le gouvernement du président Hakainde Hichilema se prépare aux élections gé-

rales (présidentielle, législatives et municipales) en août, dans un contexte marqué par une inflation à deux chiffres et une grave pénurie d'électricité.

La Zambie qui est en train d'achever un processus de restructuration de sa dette, espérait obtenir environ 145 millions de dollars de financements supplémentaires grâce à une prolongation de douze mois du programme d'aide du FMI. Le pays d'Afrique australe a profité de la flambée des prix du cuivre, qui ont atteint un niveau record ces dernières années. Le gouvernement prévoit une amélioration de la situation budgétaire en 2026, estimant que le déficit budgétaire se réduira de plus de moitié et que la croissance économique dépassera les 6 %.

Le FMI avait approuvé, en août 2022, une facilité élargie de crédit (FEC) de 1,3 milliard de dollars en faveur de la Zambie. Le montant total a été porté à 1,7 milliard de

dollars en juin 2024. Jusqu'à présent, environ 1,55 milliard de dollars ont été déboursés.

Le programme vise à soutenir le huitième plan national de développement en mettant l'accent sur plusieurs priorités, notamment la consolidation de la stabilité macroéconomique, la restauration de la viabilité de la dette et des finances publiques, le renforcement de la gouvernance, ainsi que la promotion d'une croissance inclusive pour améliorer les moyens de subsistance de la population.

La Zambie qui a fait défaut sur sa dette extérieure en 2020, avait demandé, en février 2021, la restructuration de sa dette extérieure d'environ 13 milliards de dollars, dans le cadre de l'initiative proposée par le groupe des vingt économies les plus développées de la planète (G20) aux pays les plus pauvres.

BURKINA FASO

La mine d'or Sanbrado atteint ses objectifs de production en 2025

Opérée par l'entreprise australienne West African Resources, la mine a produit 206 622 onces d'or en 2024. Selon les prévisions de la société, la production de 2025 devait rester dans la même fourchette.

Dans ses résultats opérationnels publiés cette semaine, la compagnie minière West African Resources a annoncé que sa mine d'or Sanbrado a livré en 2025 un total de 205 228 onces. Elle s'attendait à ce que son actif phare au Burkina Faso produise entre 190 000 et 210 000 onces d'or.

Le volume annoncé pour 2025 est légèrement inférieur aux 206 622 onces d'or livrées en 2024. La société a indiqué que la production a baissé en glissement trimestriel de 17 % sur les trois derniers mois de l'année en raison d'un arrêt planifié qui a entraîné une réduction du débit de l'usine.

West African Resources a produit au total 300 383 onces d'or, si on y ajoute les volumes de son autre projet burkinabé, Kiaka. Ce dernier entré en service dans le mois de juin, a produit 95 155 onces d'or et continue

sa montée en puissance. « Je tiens à saluer les équipes opérationnelles de Sanbrado et de Kiaka pour avoir atteint les objectifs de production d'or pour la cinquième année consécutive », a commenté Richard Hyde, président exécutif et directeur général de West African Resources.

Cette sortie intervient alors que le Burkina Faso a indiqué récemment que sa production d'or avait déjà atteint 70,43 tonnes à fin septembre 2025, contre environ 61 tonnes pour toute l'année 2024. Les autorités attribuent principalement la hausse au

secteur artisanal qui aurait livré 29,56 tonnes sur la période (contre 5,57 t sur les 9 premiers mois de 2024).

En attendant de voir l'impact des résultats de West African Resources sur la production annuelle du pays, rappelons que le gouvernement burkinabé a transmis cette année une demande visant à détenir jusqu'à 50 % dans la mine d'or Kiaka (contre 15 % actuellement). L'issue de cette requête n'est pas encore connue, ni ses implications sur les opérations de la compagnie.

AFRIQUE DU SUD

231 jours consécutifs sans coupure électrique pour Eskom en 2025

L'Afrique du Sud enregistre des problèmes de fourniture électrique qui durent depuis 2007. Dans le pays, l'entreprise publique Eskom est au cœur de ces difficultés d'approvisionnement en énergie.

La compagnie sud-africaine d'électricité Eskom a annoncé le vendredi 2 janvier avoir assuré l'alimentation électrique pendant 231 jours consécutifs. Si cette période reste inférieure au précédent résultat de 2024 (282 jours), elle confirme néanmoins l'amélioration progressive du service par la compagnie, après une année 2023 marquée par près de 300 jours de délestage, qui avaient lourdement pesé sur l'économie de la nation la plus industrialisée du continent.

Pour les dirigeants, il s'agit désormais d'un mauvais souvenir. Dans un communiqué, la compagnie souligne que seulement 26 heures de coupures planifiées ont été enregistrées en avril et mai.

Plus globalement, elle pointe du doigt une amélioration de la maintenance de ses centrales qui a permis de porter le facteur de disponibilité énergétique à 69,1 % en décembre 2025, contre 56,6 % le même mois un an plus tôt. Eskom qui met en œuvre depuis quelques années un plan de rétablissement opérationnel de la production pour réduire ses dépenses en diesel, a déjà récolté les fruits de cette stratégie. Dans un communiqué publié le 28 novembre 2025, l'entreprise publique prévoit un bénéfice après impôt autour de 16 milliards de rands (971 millions \$) d'ici la fin de son année financière en mars 2026, soit un niveau similaire à celui enregistré un an plus tôt. Elle a dégagé un bénéfice net de 24,3 milliards de rands (1,47 milliard \$) au terme de la première moitié de cet exercice grâce à des réductions des coûts financiers, la baisse du niveau d'endettement et la hausse moyenne des tarifs de l'électricité.

La compagnie autrefois perçue comme un boulet par les investisseurs a contribué l'année dernière à l'amélioration de la note souveraine à long terme en devises étrangères de l'Afrique du Sud, de BB- à BB, une première en deux décennies.

CAMEROUN

Le démarrage de la raffinerie de Kribi avancé au second semestre 2026

D'une capacité prévue de 30 000 barils par jour, la raffinerie de Kribi est l'une des infrastructures énergétiques les plus en vues au Cameroun. Elle ambitionne de réduire les importations de carburants et de combler une demande annuelle estimée à 1,9 million de tonnes.

Cstar Petroleum, société de projet portée par la Société Nationale des Hydrocarbures, Tradex et Ariana Energy, prépare un scénario de démarrage partiel de la raffinerie en construction au port de Kribi au Cameroun. Selon des sources d'Investir au Cameroun, les promoteurs ont présenté en décembre 2025 au conseil d'administration de Cstar un calendrier de « production anticipée » qui prévoit une montée en charge à 10 000 barils par jour au second semestre 2026.

D'après une source interne au projet,

ce plan viserait un début d'opérations correspondant à environ un tiers de la capacité finale annoncée, fixée à 30 000 barils par jour. Cstar estime que ce premier niveau d'activité permettrait de couvrir environ 22 % de la demande nationale en diesel et en essence, en attendant l'achèvement complet des travaux et la mise en service de l'ensemble des unités.

Si cette trajectoire se confirme, elle marquerait une accélération du calendrier initial, la mise en service ayant été envisagée pour juin 2028, selon les informations communiquées au lancement du projet.

Le projet combinant raffinerie et dépôt a été lancé officiellement le 17 juillet 2025 sur un site de la zone portuaire de Kribi. Dans une communication récente, Cstar indiquait que le démarrage « opérationnel » du chantier

devait s'enclencher en janvier 2026, à l'issue d'un conseil d'administration tenu le 6 décembre 2025 à Dubaï.

Annoncé sur 250 hectares, le complexe prévoit une raffinerie d'une capacité de 30 000 barils par jour, ainsi qu'un terminal de stockage de carburants d'environ 250 000 m³, extensible à 300 000 m³. Le coût prévisionnel est évalué à environ 115 milliards de FCFA (204,6 millions \$), en attendant la finalisation des études.

Les travaux ont été confiés à un consortium réunissant RCG Turnkey Solutions, Global Process Systems (GPS) et Norinco International. BGFI Cameroun a été mandatée pour mobiliser 120 milliards de FCFA et assurer le rôle de banque-agent dans le montage financier.

Le projet s'inscrit dans la quête de « souveraineté énergétique » mis en

avant depuis l'arrêt de la Sonara. Dans un contexte où la demande annuelle est estimée autour de 1,9 million de tonnes métriques, les capacités nationales de stockage, évaluées à environ 270 000 m³, demeurent inférieures à une cible évoquée d'environ 470 000 m³, au regard des exigences de stocks de sécurité et commerciaux.

Les projections attribuées aux promoteurs font état d'une réduction des importations de carburants de 30 %, d'économies annoncées proches de 400 milliards de FCFA par an, ainsi que de recettes d'exportation estimées à 141 milliards de FCFA, notamment via les carburants marins. Elles évoquent également des créations d'emplois avancées à 2 000 postes directs et 5 000 emplois indirects.

POINT-MARCHÉS

L’Europe finit dans le vert avec le secteur minier

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi après un rapport sur l'emploi qui confirme l'hypothèse d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine, tandis que les Bourses en Europe ont terminé à des niveaux records dans un contexte d'appétit pour le risque et d'espoir de consolidation dans le secteur minier.

À Paris, le CAC 40 a fini sur un gain de 1,44% à 8.362,09 points, un niveau sans précédent, tiré notamment par le secteur du luxe en Europe (+2,24%). Le Dax allemand a progressé de 0,52%, touchant lui aussi en séance un record à 25.281,18 points. Le Footsie britannique a avancé de 0,80%. L'indice EuroStoxx 50 a gagné 1,58%, inscrivant durant les échanges un record à 5.992,48 points. Le FTSEurofirst 300 a pris 1,03%. Le Stoxx 600 s'est adjudgé 0,97% après avoir touché un pic inédit en séance à 609,90 points. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 0,56%, le Standard & Poor's 500 progresse de 0,66%, inscrivant un nouveau sommet historique, tandis que le Nasdaq monte de 0,81%. Signe d'un appétit pour le risque, les indices de la volatilité à Wall Street et sur l'EuroStoxx 50 sont en repli de près de 5%, autour des 15 points. Les investisseurs restent confiants alors que le rapport sur l'emploi américain pour le mois de décembre n'a pas bouleversé les anticipations des marchés sur les réductions des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour cette année. Le département américain du Travail a recensé 50.000 emplois non-agricoles créés le mois dernier contre un consensus Reuters de 60.000 créations nettes. Le taux de chômage a légèrement baissé à 4,4%, un chiffre inférieur aux 4,5% prévus. "Il est désormais difficile d'affirmer que le marché du travail est en train de s'effondrer et qu'il a un besoin urgent de soutien monétaire", commente Seema Shah, cheffe stratégie mondial chez Principal Asset Management. "C'est un rapport sur l'emploi ni trop optimiste, ni trop pessimiste, qui ne change pas vraiment les perspectives du marché du travail de manière significative", note pour sa part Peter Cardillo, chef économiste marchés chez Spartan Capital Securities. Parallèlement, les craintes liées à la décision, attendue dès ce vendredi, de la

Cour suprême des Etats-Unis sur les droits de douane se sont éloignées, celle-ci prévoyant désormais de rendre ses prochains arrêts le 14 janvier.

Valeurs en Europe
En Europe, la tendance positive a été tiré par Glencore, qui a bondi de 9,60%, Rio Tinto ayant annoncé être en discussions en vue du rachat du groupe, une opération qui donnerait naissance au numéro un mondial du secteur. L'indice des valeurs minières en Europe a grimpé de 2,02%. Dans le reste de l'actualité des entreprises, BNP Paribas a pris 5,69%, tandis que Société Générale a abandonné 1,10% après des changements de recommandation respectivement de JPMorgan et Kepler Cheuvreux sur les deux banques françaises. ASML a grimpé de 6,77%, HSBC ayant relevé son objectif de cours sur la valeur, contribuant à une forte hausse de l'indice technologique en Europe (+3,47%), qui a également été soutenu par les résultats de TSMC, premier fabricant mondial de puces sous contrat. Sainsbury's a chuté de 5,28%, la deuxième chaîne de supermarchés britannique ayant fait état d'une baisse de ses ventes pour le trimestre incluant les fêtes de Noël.

Les indicateurs du jour
Le moral des ménages américains s'améliore plus que prévu en janvier, selon l'enquête de l'Université du Michigan qui donne un indice à 54,0 après 52,9 en décembre. Les exportations allemandes ont accusé une baisse surprise en novembre, de 2,5%, selon les données de l'Office fédéral de la statistique. Les ventes au détail en zone euro ont progressé plus que prévu en novembre, de 0,2% sur un mois, selon Eurostat.

Changes
Le dollar s'apprécie vendredi, de 0,23% face à un panier de devises de référence, après la publication de données montrant une croissance de l'emploi aux

Etats-Unis plus faible que prévu, ce qui laisse penser que la Fed pourrait maintenir ses taux à l'issue de sa réunion des 27-28 janvier. L'euro recule de 0,21%, à 1,1633 dollar, tandis que la livre sterling s'échange à 1,3411 dollar (-0,21%).

Taux
Au moment de la clôture des Bourses en Europe, le rendement des bons du Trésor américain à dix ans se replie de 1,4 point de base, à 4,1693%, tandis que le deux ans, plus sensible aux fluctuations sur les taux directeurs, prend 3,2 points de base, à 3,5196%, dans un contexte de ralentissement de la croissance de l'emploi et de baisse du chômage. La courbe des taux entre les obligations américaines s'est aplatie à 67 points de

base. Le rendement du Bund allemand à dix ans a fini stable, à 2,8258%.

Pétrole
Le marché pétrolier est orienté à la hausse vendredi en raison des inquiétudes en Iran, le pays étant coupé du monde, tandis que l'ayatollah Ali Khamenei et Khamenei a mis en garde les manifestants, accusés d'agir pour le compte du président américain Donald Trump. Les derniers développements sur le Venezuela inquiètent également, les Etats-Unis ayant intercepté dans les Caraïbes un cinquième navire lié à Caracas. Le Brent progresse de 2,74% à 63,69 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 3,08% à 59,55 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 08 Janvier 2026 Valeur : 13 Janvier 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.8153	129.8303
1	EUR	EURO	151.6243	151.6807
1	GBP	POUND STERLING	174.6707	174.6909
100	JPY	JAPANESE YEN	82.9173	82.9322
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5881	18.5913
1	CHF	SWISS FRANC	162.7982	162.8579
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.5606	93.5781
1	DKK	DANISH KRONE	20.2951	20.3003
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.1093	14.1132
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8554	12.8592
1	AED	UAE DIRHAM	35.3412	35.3491
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6165	34.6223
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.6493	424.8374
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2330	44.6776
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1004	14.1020
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8947	24.0173
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2626	3.2728
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5293	177.5293

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, le scénario sur les taux de la Fed inchangé

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi après la publication de données montrant que l'économie américaine avait créé moins d'emplois que prévu en décembre, ce qui n'a guère modifié les attentes concernant une baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale cette année. L'indice Dow Jones a gagné 0,48%, ou 237,96 points, à 49.504,07 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 44,82 points, soit 0,65%, à 6.966,28 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 191,33 points, soit 0,82%, à 23.671,346 points. Selon le rapport mensuel du département du Travail, la croissance de l'emploi aux États-Unis a ralenti plus que prévu en décembre, mais la baisse du taux de chômage à 4,4% suggère que le marché du

travail ne se détériore pas rapidement. Les valorisations à Wall Street sont relativement élevées à l'approche de la saison des résultats du quatrième trimestre. Le S&P 500 se négocie à environ 22 fois les bénéfices attendus, contre 23 en novembre, mais au dessus de sa moyenne sur cinq ans de 19, selon des données de LSEG. Soulignant un récent regain d'intérêt pour les actions ayant sous-performé ces dernières années, l'indice "value" du S&P 500 a progressé d'environ 3% depuis le début de 2026, dépassant la hausse de 1% de l'indice "growth". La Cour suprême des États Unis a indiqué qu'elle ne rendrait pas de décision vendredi sur la légalité des droits de douane imposés par le président américain Donald Trump. Cette annonce a laissé les

investisseurs - dont beaucoup s'attendaient à un jugement - dans l'attente d'une clarification. Les opérateurs anticipent une volatilité accrue sur l'ensemble des marchés financiers si la Cour venait à invalider ces droits de douane.

Les fabricants de semi conducteurs en hausse

Les valeurs des fabricants de semi conducteurs ont progressé, l'indice PHLX des semi conducteurs gagnant 2,73%. Le titre Lam Research a gagné 8,66% après que Mizuho a relevé son objectif de cours sur le fabricant d'équipements pour la production de puces à 220 dollars, contre 200 dollars auparavant. Broadcom (+3,76%), Alphabet (+0,96%) et Tesla (+2,11%) ont soutenu la progression du S&P 500

et du Nasdaq, tandis que Vistra a bondi de 10,47% après que Meta Platforms (+1,08%) a accepté d'acheter de l'électricité produite par les centrales nucléaires du groupe. "Sur le thème global de l'IA, les investisseurs entrent dans le détail et sélectionnent les gagnants et les perdants, tant au niveau des sous-thématiques que des valeurs individuelles", a déclaré Zachary Hill, responsable de la gestion de portefeuille chez Horizon Investments à Charlotte, en Caroline du Nord. "Nous considérons cela comme une évolution plutôt positive. Cela signifie que nous nous rapprochons de la phase de monétisation, où les investisseurs peuvent concrètement voir et mesurer les améliorations de revenus que cette technologie révolutionnaire va générer." Le titre Intel a dans le même temps

bondi de 10,80% après que Donald Trump a déclaré avoir eu une "excellente réunion" avec le directeur général du groupe, Lip Bu Tan. Les valeurs des prêteurs hypothécaires ont en outre grimpé au lendemain de déclarations de Donald Trump affirmant qu'il avait ordonné à ses représentants d'acheter pour 200 milliards de dollars d'obligations adossées à des prêts immobiliers afin de faire baisser les coûts du logement. Les titres LoanDepot (+19,26%), Rocket Companies (+9,65%) et Opendoor Technologies (+13,37%) ont tous progressé. Les actions de General Motors ont en revanche reculé de 2,65% après que le constructeur automobile a annoncé jeudi qu'il enregistrerait une charge de 6 milliards de dollars liée à l'abandon d'investissements dans les véhicules électriques.

ITALIE

Le déficit public en légère hausse au troisième trimestre 2025

L'Italie a enregistré un déficit public en légère hausse au troisième trimestre 2025, à 3,4% du PIB, contre 2,3% à la même période en 2024, notamment à cause d'une hausse de la dépense publique, a annoncé mercredi l'Institut national des statistiques (Istat).

Au troisième trimestre 2025, l'administration publique a dépensé 270 milliards d'euros, soit une hausse de 3,5%, alors que les recettes fiscales n'ont que légèrement augmenté, à 250,9 milliards d'euros (+1,2%). Le déficit public reste cependant en baisse sur les trois premiers trimestres de 2025, à 4,5% (contre 4,7% sur la même période en 2025). Près de quinze ans après la crise de la dette italienne, le gouvernement compte

faire passer le déficit public sous les 3% cette année, conformément aux objectifs fixés par la Commission européenne. L'Italie avait réussi à afficher un excédent public de 0,4% du PIB au dernier trimestre 2024. Première bénéficiaire des fonds du plan de relance européen, l'Italie a cependant vu son produit intérieur brut (PIB) stagner au troisième trimestre, en raison d'une baisse des exportations et d'un net recul

de l'activité de l'industrie. L'Istat prévoit que la croissance du PIB, thermomètre de l'économie nationale, atteigne 0,5% en 2025 et 0,8% en 2026. Du côté des consommateurs, les foyers italiens ont vu leur pouvoir d'achat augmenter au troisième trimestre (+1,8% sur trois mois), ainsi que de leur capacité à épargner (+1,5%).

ÉTATS-UNIS

Les créations d'emplois déçoivent en décembre mais étonnamment le taux de chômage recule à 4,4%

Les créations d'emplois ont augmenté de 50.000, un chiffre inférieur aux prévisions qui tablaient sur 73.000. Un chiffre inférieur aux 56.000 (chiffre révisé à la baisse) de novembre. Le taux de chômage s'établit à 4,4% contre un consensus de 4,5%. Fait notable, le secteur de la distribution a détruit des emplois en décembre, alors que la période des fêtes de fin d'année est tradi-

tionnellement porteuse. En moyenne en 2025, la première économie mondiale a créé 49.000 emplois chaque mois, soit bien moins que l'année précédente (168.000), est-il souligné dans le rapport du ministère du Travail. Le marché de l'emploi aux Etats-Unis avait montré des signes de dégradation au mois de novembre, avec une progression du taux de chômage à 4,6%, au plus haut

depuis quatre ans, alors que les créations d'emplois continuaient de ralentir. Globalement, le chômage a graduellement progressé au cours de 2025. Il s'établissait à 4% en janvier et atteignait 4,4% en décembre. Il était toutefois légèrement plus élevé en novembre, à 4,5%. Le rapport du ministère du Travail signale une dégradation des données pour les mois d'octobre et novembre. La révi-

sion est particulièrement négative pour le mois d'octobre, l'économie ayant finalement détruit 173.000 emplois sur cette période (contre 105.000 précédemment rapportés). Il s'agit du premier rapport sur l'emploi complet et publié en temps et en heure depuis trois mois, une longue paralysie budgétaire ayant suspendu le travail des services statistiques pendant l'automne aux Etats-Unis.

Le déficit commercial au plus bas depuis 2009

Le déficit commercial des Etats-Unis a accentué sa baisse pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2009, sous l'effet notamment des nouveaux tarifs douaniers instaurés par l'administration américaine, selon les données officielles publiées jeudi. La balance commerciale a vu son déficit s'établir à 29,4 milliards de dollars au mois d'octobre, repassant sous la barre des 30 milliards pour la première fois depuis plus de quinze ans, soit une chute de 39% par rapport au mois précédent, a précisé le département du Commerce.

La baisse du déficit commercial est le résultat conjugué d'une hausse des exportations et d'une baisse des importations. La hausse des exportations est particulièrement portée par les matières premières, ou non monétaires et autres métaux précieux. La chute des importations est, elle, en particulier provoquée par une forte baisse des produits pharmaceutiques, avec une baisse de 14,3 milliards de dollars. Concernant la répartition géographique, la Chine n'étant plus que le quatrième déficit le plus marqué sur un mois pour les Etats-Unis, avec 13,7 milliards de dollars.

Le Mexique et le Vietnam sont aussi les pays avec lesquels les Etats-Unis ont un déficit commercial le plus marqué. A l'inverse, le déficit commercial de l'Union européenne (UE) a fortement diminué sur un mois, à tout juste 6,3 milliards de dollars. A l'inverse, les Etats-Unis dégagent un excédent commercial vis-à-vis des pays du Bénélux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) au sein de l'UE et avec la Suisse, le Royaume-Uni, le Brésil ou l'Australie hors UE.

SUÈDE

La banque centrale laisse son taux inchangé à 1,75%

La Riksbank, la banque centrale suédoise, a laissé jeudi son principal taux directeur inchangé à 1,75% et a déclaré qu'elle prévoyait de le maintenir à ce niveau pendant un certain temps. La banque centrale souligne que la reprise économique a

commencé après une période de croissance lente, tandis que l'inflation se rapproche de l'objectif de 2%. "Le comité exécutif de la Riksbank a décidé de maintenir le taux directeur inchangé à 1,75% et celui-ci devrait rester à ce niveau pen-

dant un certain temps", a déclaré la banque centrale dans un communiqué. Les analystes interrogés par Reuters estimaient qu'il n'y aurait aucun changement du taux d'intérêt officiel et s'attendent à ce que la prochaine décision soit une hausse début 2027. L'incertitude

reste toutefois élevée, notamment en ce qui concerne le commerce mondial, la guerre en Ukraine et le risque d'une correction du marché des actions technologiques. La Riksbank publiera sa prochaine décision de politique monétaire le 29 janvier.

ARGENTINE

Le pays a remboursé les 20 milliards de dollars avancés par Washington

L'Argentine a remboursé les 20 milliards de dollars avancés fin octobre par Washington dans le cadre d'un accord d'échange de devises ("swap"), confirme le secrétaire américain au Trésor. Le pays doit encore financer diverses échéances de remboursement de dette en 2026. Le gouvernement argentin a rendu les 20 milliards de dollars avancés fin octobre par Washington dans le cadre d'un ac-

cord d'échange de devises, ou "swap", qui devait permettre de "contribuer à la stabilité économique", a annoncé vendredi le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent. "Je suis heureux d'annoncer que, signe du renforcement de sa stabilité financière, l'Argentine a rendu, rapidement et totalement", les fonds avancés par les Etats-Unis, a assuré Scott Bessent sur son compte X, en précisant que l'opération n'avait "pas coûté d'argent"

aux contribuables américains. "Stabiliser un solide allié des Etats-Unis est essentiel pour faire passer les Etats-Unis en premier (America First, NDLR)", a ajouté le secrétaire au Trésor. "Une Argentine solide et stable qui aide à ancrer le continent dans la prospérité est clairement dans notre meilleur intérêt", a-t-il dit. L'accord de "swap" avait été annoncé fin septembre par le secrétaire américain et

faisait partie d'une série d'aides de l'administration Trump pour aider l'économie argentine et sa monnaie, le peso. Cette dernière était alors en proie à des turbulences financières à l'approche des élections de mi-mandat d'octobre dernier, vues comme délicates pour le président ultralibéral Javier Milei, allié idéologique de Donald Trump, dont le parti a finalement été reconduit.

SUISSE

Le taux de chômage remonte à 2,8% en moyenne en 2025

Le taux de chômage en Suisse est remonté à 2,8% en moyenne durant l'année 2025, contre 2,4% en 2024, a annoncé vendredi le secrétariat d'Etat à l'économie (seco). Le nombre de chômeurs s'est élevé à 133.712 personnes en moyenne annuelle, soit 21.149 de plus qu'en 2024, indique le Seco dans un communiqué. En moyenne, le taux de chômage s'est établi à 2,8% chez les moins de 25 ans, à 3,1% chez les personnes âgées de 25 à 49 ans et à 2,5% chez les actifs de 50 ans et plus. Après avoir reculé durant la première moitié de l'année pour revenir à 2,7% entre mai et juillet, il s'est progressivement redressé durant le deuxième semestre. Au mois de décembre, il a grimpé à 3,1%, soit son plus haut niveau depuis mai 2021.

SELON LE PATRON DE SAINSBURY'S

L'inflation alimentaire au Royaume-Uni devrait continuer à baisser en 2026

Sainsbury's, le deuxième plus grand groupe de supermarchés britannique après Tesco, prévoit que l'inflation alimentaire continuera de diminuer en 2026, a déclaré vendredi son directeur général. Des données sectorielles publiées mardi ont montré que l'inflation des produits alimentaires au Royaume-Uni s'élevait à 4,3% sur les quatre semaines précédant le 28 décembre, contre 4,7% lors de la période de quatre semaines précédente. « Nous avons constaté une baisse de l'inflation alimentaire et, si l'on considère les perspectives pour l'année à venir, nous nous attendons à ce que cette tendance se poursuive », a déclaré le PDG de Sainsbury's, Simon Roberts, aux journalistes après la publication des résultats du groupe pour la période de Noël. Il a indiqué que les prix des matières premières devraient être plus stables en 2026, tandis que Sainsbury's ne devrait pas subir la même hausse des charges sociales patronales qu'en 2025. « Même si les salaires continuent d'augmenter, ce sont des éléments que nous avons prévus sur le long terme », a ajouté Roberts. À partir d'avril, le principal taux du salaire minimum britannique augmentera encore de 4,1%.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITA DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE LA
WILAYA DE BENI ABBES

Mise en Demeure 02

La direction de l'urbanisme et de l'architecture et de la construction de la wilaya de Beni Abbes met en demeure
L'E.T.B MESSAOUDI HAMZA dont LA siège social est situé à HAI El Djorf lotissement 176 N° 01 ABADLA
BECHAR .Titulaire du marché N°13/2025 relatif au projet travaux d'aménagement extérieur aux pos 01, 02 et pos
07 de la commune de BENI ABBES et au pos 01 de la commune D'ELOUATA en 06 lots

lot 05: travaux d'aménagement extérieur GHRISSE MOHAMMED commune de beni abbes.

Visée par le contrôleur budgétaire sous le N° 254 en date de 27/08/2025

Vu l'ods N° : 49 le date de 27/08/2025

Vu la mise en demeure N° : 01 publié sur les qu'Oli

L'E.T.B MESSAOUDI HAMZA est mise en demeure pour entamer les travaux immédiatement dans les (48)
heures qui suivent sous peine de se voir exposer à la réalisation de son marché à ses torts exclusifs conformément à
la réglementation en vigueur.

Les Enjeux Eco: 11/01/2026

ANEP 2616000688

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ECH-CHELIFF

DAIRA DE BENI-HAOUA

COMMUNE D'OUED-GOUSSINE

N° D'IMATRICULATION FISCAL : 098502169043332

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions de l'article 40 décret présidentiel N° 15/247 du
16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public , le
président de l'assemblée populaire communale de oued goussine intérim , porte a la connaissance
des soumissionnaires ayant participé a l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités
minimales N°08/2025 paru dans les quotidiens nationaux :

الحوار et Eco les Enjeux le : 02/12/2025 relatif a la :

01- AMENAGEMENT ET REVETEMENT LA ROUTE RELIANT VILLAGE BOUGHGHAL ET DEOUAR (KRIMI – MEFLAH)
1^{ère} TRANCHE

02- AMENAGEMENT ET REVETEMENT LA ROUTE RELIANT LA ROUTE COMMUNAL N°01 ET DEOUAR TOUNAINE A
ELKHEZNA

03- AMENAGEMENT ET REVETEMENT LA ROUTE RELIANT LA ROUTE NATIONAL N°11 ET DEOUAR HANDAQUI
(BOU ELMALH) 1^{ère} TRANCHE

Que Suite à la réunion de la commission ouverture et la d'évaluation des offres du : 61/21/2025
et d'évaluation du : 32/21/2025 , a été déclarée infructueuse .

Les Enjeux Eco: 11/01/2026

ANEP 2616000635

Pour vos

Publicités
Annonces !

Vendre, louer, acheter
un appartement, un
local,
Vous avez un bien à
proposer ?
Un emploi à offrir ?...

... Les Enjeux Eco, votre
quotidien spécialisé en
économie, vous propose ses
espaces publicitaires, au meilleur
prix, les meilleurs délais et une
mise en valeur de vos
annonces !

Contactez-nous :

Téléphone : 0698 165 554

E-Mail :

lesenjeuxeco@gmail.com

Ou bien rapprochez-vous de
nos services à :

MAISON DE LA PRESSE

TAHAR DJAOUT

I, rue Bachir Attar - Alger

Le meilleur accueil
vous sera réservé

Meta vient de signer, avec Bill Gates, le plus gros accord énergétique et nucléaire de l'histoire de la tech

Le géant Meta vient d'officialiser des accords nucléaires gigantesques pour déployer jusqu'à 6,6 GW d'énergie propre d'ici 2035. L'entreprise devient ainsi l'un des plus gros acheteurs d'énergie nucléaire de l'histoire américaine.

L'intelligence artificielle dévore des quantités folles d'électricité, mais pour alimenter ses data centers et ses supercalculateurs, Meta vient de signer trois accords majeurs dans le nucléaire. Ces contrats vous permettent de prolonger la vie de vieilles centrales et de financer des réacteurs de nouvelle génération. Mark Zuckerberg voulait sécuriser l'énergie nécessaire à ses ambitions en intelligence artificielle. Il est en train d'y parvenir.

Des technologies nucléaires avancées pour alimenter les data centers IA de Meta

Le pari de Meta sur le nucléaire ne ressemble à rien de ce qu'on connaît. Avec TerraPower, une entreprise fondée par Bill Gates pour concevoir des réacteurs nucléaires, le géant américain va financer le développement de huit unités Natrium, des réacteurs capables de grimper en production d'énergie à 2,8 GW, avec en prime 1,2 GW de stockage intégré. Les deux premières unités pourraient livrer 690 MW dès 2032, suivies de six autres d'ici 2035.

Chris Levesque, le patron de TerraPower, a conscience que « pour répondre à la demande énergétique croissante, nous devons déployer des gigawatts d'énergie nucléaire avancée dans les années 2030. » Les réacteurs Natrium marquent une rupture avec un nucléaire traditionnel. Contrairement aux vieilles centrales, ces réacteurs sont conçus pour être intrinsèquement plus sûrs, ils s'adaptent rapidement aux variations de demande et se connectent facilement au réseau électrique existant.

Également partenaire de Meta, la société américaine Oklo, qui fabrique des petits réacteurs modulaires (SMR) a carrément prévu de faire sortir de terre un campus nucléaire, dans le comté de Pike, en Ohio, aux États-Unis. Jusqu'à 1,2 GW de puissance pourrait alimenter



le réseau PJM dès 2030. Jacob DeWitte, le cofondateur d'Oklo, rappelle « qu'il y a deux ans, Oklo partageait sa vision de construire une nouvelle génération de centrales nucléaires avancées en Ohio. Aujourd'hui, cette vision devient réalité grâce au soutien d'un effort pluriannuel avec Meta. »

Trois vieilles centrales qui repartent pour vingt ans

Meta ne mise pas que sur les technologies futuristes. Le deal le plus impressionnant signé vendredi concerne trois vieilles centrales exploitées par Vistra, qui produit et vend de l'électricité, à savoir Perry et Davis-Besse en Ohio, et Beaver Valley en Pennsylvanie. Ces installations, considérées comme vieillissantes, risquaient la fermeture faute de rentabilité. En s'engageant à acheter leur électricité pendant vingt ans, Meta leur offre une seconde jeunesse et garantit

2,1 GW de puissance stable.

Autre bonne nouvelle pour Vistra, les trois installations vont subir des augmentations de capacité de 433 MW. Du jamais vu pour des extensions financées par une entreprise privée outre-Atlantique. Cette puissance supplémentaire viendra renforcer le réseau PJM (qui gère le réseau électrique de 65 millions d'Américains) dès le début des années 2030, ce qui profitera à tous les consommateurs de la région.

« Cet accord est bénéfique à bien des égards, car il alimente l'innovation américaine et la technologie IA, tout en nous permettant de prolonger la durée de vie opérationnelle de ces centrales, d'augmenter la capacité des réacteurs nucléaires pour soutenir le réseau, de protéger les emplois existants tout en créant de nouveaux », commente le PDG de Vistra, Jim Burke.

Du carburant pour le monstre Prometheus

Toute cette énergie a une cible particulière baptisée Prometheus, qui n'est autre que le méga-centre de calcul IA de Meta, à New Albany (Ohio), qui devrait démarrer son activité cette année. Le mastodonte technologique héberge des milliers de processeurs qui tournent en permanence pour entraîner les modèles d'intelligence artificielle. Et contrairement au solaire ou à l'éolien, le nucléaire pourra lui livrer du courant 24h/24 sans interruption, exactement ce dont ces machines ont besoin.

Joel Kaplan, le directeur des affaires mondiales de Meta, place la barre très haut : « Les centres de données et infrastructures IA de pointe sont essentiels pour garantir la position de l'Amérique en tant que leader mondial de l'IA. L'énergie nucléaire aidera à alimenter notre avenir IA, renforcera l'infrastructure énergétique de notre pays et fournira une électricité propre et fiable pour tous. »

Point fondamental enfin sur lequel Meta insiste. La firme qui possède WhatsApp, Instagram et Facebook paie l'intégralité de sa facture énergétique. En d'autres termes, les consommateurs locaux ne déboursent pas un centime pour ces accords. Mieux encore, les nouvelles capacités financées par Meta ajouteront de l'électricité au réseau, pour potentiellement contribuer à stabiliser les prix. Les projets créeront aussi des milliers d'emplois en construction et des centaines de postes permanents dans des régions industrielles de l'Ohio et de la Pennsylvanie.

Avec cet investissement colossal, le plus gros dans le domaine pour une entreprise tech, et son précédent accord avec Constellation Energy pour prolonger la centrale de Clinton en Illinois de vingt ans, Meta s'affirme comme l'un des acteurs privés les plus engagés dans le nouveau nucléaire américain.

Brèves

Gmail intègre Gemini

Google franchit une étape importante en matière d'IA en annonçant l'intégration de Gemini dans sa solution de messagerie. Parmi les fonctions qui vont tirer partie de cet outil : AI Overviews pour résumer les conversations et retrouver plus facilement des informations contenant dans des échanges, Help Me Write et Suggested Replies pour reformuler du texte et améliorer les tournures grammaticales.

Sans oublier également AI Inbox pour faire remonter les messages les plus importants, aider à identifier ses contacts les plus importants à partir d'indicateurs tels que les personnes à qui des mails

sont envoyés le plus fréquemment, qui figurent dans sa liste de contacts, ainsi que les relations déduites du contenu des messages.

La facture de la migration cloud de Bank of England dérape

Une note publiée par le gouvernement montre que le projet de bascule vers le cloud d'Oracle de la banque centrale britannique a triplé son budget en passant de 7 M£ à 21,5 M£. Pour expliquer ce dérapage, l'établissement pointe du doigt le prestataire Version 1 qui n'a cessé de revoir son contrat à la

hausse (8,3 M£ en 2023, puis 13,8 M£ en février dernier). Le projet a été lancé en 2020 et vise à passer sur Oracle Cloud pour consolider plusieurs systèmes différents.

Snowflake rachète Observe

Après les rumeurs en décembre dernier, le spécialiste du datastore a confirmé en ce début d'année l'acquisition d'Observe. Les deux entreprises se connaissent bien, car dès sa création en 2017, Snowflake a fait partie des investisseurs aux côtés de Michael Dell, Ken Duda, Frank Sloatman, Sutter Hill Ventures mais aussi Splunk, Wavefront et Roblox. Depuis, Observe a levé 478 M\$ avec un

chiffre d'affaire estimé à 55 M\$ à la fin 2024. Dirigé par Jérémy Burton (ancien de Veritas et EMC), Observe analyse les logs et les métriques des applications cloud native pour comprendre comment travaillent ces dernières avec les infrastructures.

La particularité d'Observe est que ces données - logs et métriques - sont stockées sur le data store cloud de Snowflake. Récemment, la plateforme a pris le virage de l'IA pour accélérer la découverte des causes profondes et la résolution des problèmes en analysant chaque composant des infrastructures distribuées, y compris les clusters Kubernetes.

NOUVEAUTÉS 2026 : SUV FAMILIAUX

Des nouveautés à foison, il y a de quoi se perdre

1^{ère} partie

Investissement des constructeurs dans la catégorie des SUV familiaux. Au point que c'est là, que les nouveautés sont les plus nombreuses. Avec le nouveau DS N° 7 et l'inédit Renault Filante, les marques françaises s'activent, mais doivent faire face aux Mercedes « Baby » G, Jeep Recon, BYD Atto 8, Porsche Cayenne Electric, d'une concurrence toujours plus vive.

JANVIER

Renault Filante (Thermique)

C'est le 13 janvier prochain que Renault dévoilera le Renault Filante, un SUV de cinq mètres de long. Un modèle qui sera produit à Busan en Corée du Sud, mais dont Renault annonce qu'il pourrait arriver sur d'autres marchés. Mais aux dernières nouvelles, il ne devrait pas être disponible en France. Dommage, car ce modèle dont le style est encore tenu secret devrait mériter le détour.

Volvo EX60 (Électrique)

Il y aura sans doute du beau monde à Stockholm en Suède le 21 janvier prochain pour la présentation d'un SUV d'importance pour Volvo, puisqu'il s'agit du nouveau Volvo EX60. Alors qu'il était censé remplacer le Volvo XC60, le modèle le plus vendu de Volvo (1,5 million d'exemplaires), ce nouveau modèle électrique viendra se placer aux côtés de son ancêtre thermique, qui devrait rester au catalogue encore pendant quelques années. Ce modèle a d'ailleurs bénéficié d'un deuxième restylage afin de rester à la page. Quant au Volvo EX60, il sera produit dans l'usine de Torslanda en Suède et utilise la plateforme SPA3, une base technique qui combine système de propulsion, systèmes électriques et électroniques. Avec la motorisation la plus efficace, ce modèle sera capable d'afficher une autonomie de plus de 620 km, ainsi que l'a annoncé le constructeur en présentant une photo de la silhouette du futur modèle.

FÉVRIER

BYD Sealion 08 (Thermique & Électrique)

Ce modèle remplacera le SUV BYD Tang dans le catalogue du constructeur chinois. Pour le moment on ne connaît de lui qu'une photo dans la pénombre, mais on devrait en savoir plus prochainement. Ce modèle devrait disposer de motorisations 100 % électriques, mais aussi d'une ou plusieurs motorisations PHEV à grande autonomie électrique. Il pourrait être disponible en cinq et sept places.

Mazda CX-5 (Thermique) Début 2026

Mazda renouvelle son grand SUV Mazda CX-5. Pour cette troisième génération, la marque japonaise fait évoluer en douceur le style de son modèle. Au passage, le SUV japonais grandit de 11 cm (4,69 cm) ce qui profite à l'empattement et de ce fait, à l'espace intérieur. De plus, le volume de coffre passe de 522 litres à 583 litres. Au lancement, ce modèle disposera d'une motorisation micro-hybride 24V de 141 ch avant que n'arrive une motorisation hybride inédite basée sur le moteur essence SkyActiv-Z.

Toyota Hilux (Thermique & Électrique)

Disponible au lancement uniquement en version électrique, le nouveau pick-up Toyota Hilux risque de ne pas trouver de nombreux acheteurs parmi les professionnels. Car le modèle est cher (69 000 €) et peu performant en ce qui concerne son au-



tonomie à cause de « petites » batteries de 59,2 kWh qui lui autorisent seulement 257 km entre chaque recharge. Il faudra sans doute attendre quelques mois qu'une version hybride 48 volts fasse son apparition pour que ce pick-up retrouve la faveur des professionnels.

MARS

BMW iX3 (Électrique)

Voici qu'arrive en concession le nouveau SUV BMW iX3. Un modèle qui inaugure la nouvelle plateforme « Neue Klasse » ainsi que le style du même nom. Grâce à cette base technique conçue pour les véhicules électriques, ce modèle annonce 805 km d'autonomie avec une batterie NMC de 108 kWh. C'est également grâce à l'architecture 800 volts qui équipe cette plateforme que ce modèle peut passer de 10 à 80 % de charge en vingt minutes, la puissance de charge étant de 400 kW ! Pour le fun, en version 50 xDrive deux moteurs électriques, d'une puissance cumulée de 470 ch (645 Nm de couple) entraînent cette belle bête.

Cupra Formentor VZ5 (Thermique)

Produit à seulement 4 000 exemplaires, le Cupra Formentor VZ5 va plaire aux amoureux du célèbre bloc cinq cylindres 2.5 TSI. Dans le compartiment moteur du Cupra Formentor VZ5, ce bloc développe une belle puissance de 390 ch et 480 Nm de couple. De quoi permettre de belles performances et de belles vocalises pour tous ceux qui auront la joie de prendre le volant de ce modèle d'exception.

Mercedes GLB et GLB EQ (Thermique & Électrique)

Le mois de mars marque l'arrivée du Mercedes GLB en concession. Grâce à la plateforme MMA, le Mercedes GLB EQ de 4,73 m de long embarque une architecture 800 volts qui lui permet des temps de recharge courts. Capable de transporter cinq ou sept passagers, ce modèle peut compter sur un empattement de 2,88 m pour qu'ils s'installent confortablement. Pour les bagages, le coffre affiche un volume de chargement compris entre 470 et 1 700 litres. De plus, les versions électriques disposent d'un « frunk » à l'avant de 127 litres. À bord, le Mercedes GLB reçoit l'apport du nouveau système MBUX Superscreen, composé de trois écrans (dont un de 14 pouces pour le passager) et doté d'une expérience numérique plus immersive avec Google Maps pour la navigation. Ce modèle existe aussi avec des blocs thermiques.

AVRIL

MG S6 EV (Électrique)

Le MG S6 EV se place dans la gamme du constructeur anglais (appartenant depuis 2006 au groupe chinois SAIC) au-dessus du nouveau S5. Avec ses 4,71 m de long, c'est un vrai SUV familial qui affiche désormais un assemblage rigoureux et des matériaux flatteurs confirmant la montée en gamme du constructeur. Ce modèle électrique est mû par un électromoteur de 244 ch associé à une batterie de 77 kWh pour une autonomie de 530 km (WLTP) et avec la même batterie en Dual Motor, il affiche une puissance cumulée de 490 ch et 485 km d'autonomie.

Peugeot 408 (Thermique & Électrique)

Voici qu'arrive l'heure du restylage pour le crossover Peugeot 408. Celui-ci devrait re-

prendre à son compte la face avant de la Peugeot 308 qui a été restylée il y a peu de temps. Au rayon nouveautés, elles seront peu nombreuses et concerneront principalement les dispositifs de sécurité active qui seront du dernier cri. L'infodivertissement devrait faire également l'objet d'une mise à jour, en revanche pour ce qui concerne les motorisations ce sera statu quo.

Porsche Cayenne Electric (Électrique)

On fête l'arrivée en concession pour le Porsche Cayenne Electric qui dispose comme le Macan Electric de la plateforme PPE de 800 volts. En version Porsche Cayenne Turbo Electric, les deux moteurs électriques développent la coquette puissance de 1 156 ch et 1 500 Nm de couple ! Moins performant, le Porsche Cayenne Electric (Cayenne Electric et Cayenne Turbo Electric, sont les deux versions commercialisées au lancement) adopte aussi une transmission intégrale et deux moteurs d'une puissance cumulée de 442 ch et 835 Nm de couple. Même avec cette puissance « limitée » les performances sont à la hauteur avec un 0 à 100 km/h en 4,8 secondes (vitesse maxi : 230 km/h), soit 2,3 secondes de plus que pour le Cayenne Turbo Electric dont la vitesse maxi est de 260 km/h !

Subaru Solterra (Électrique)

Plus qu'un simple restylage, le lifting dont bénéficie le Subaru Solterra (clone technique du Toyota bZ4X), en plus de lui donner un nouveau visage lui apporte des moteurs plus puissants affichant 338 ch contre 218 ch auparavant. De plus, la batterie passe de 71,4 kWh à 73,1 kWh ce qui permet à SUV d'afficher une autonomie de 500 km. Merci qui ? Merci, Toyota.

MAI

Jeep Recon (Électrique)

Le nouveau Jeep Recon n'arrivera pas chez nous tout de suite puisque ce sont les États-Unis qui auront la primeur de ce qui peut être considéré comme le Wrangler électrique de la marque américaine. Un Wrangler électrique plus moderne, puisqu'au lieu d'un châssis échelle, il se dote de la plateforme STLA Large de chez Stellantis. Ce modèle revendique 659 ch et 450 km d'autonomie.

Omoda 7 et 9 (Thermique)

Le groupe chinois Chery propose toujours plus de modèles pour l'exportation et avec les Omoda 7 et 9, il dispose de deux modèles à motorisation hybride rechargeable performante. Ainsi le modèle Omoda 7 s'équipe d'une motorisation thermique de 143 ch et d'un moteur électrique à l'avant qui hausse la puissance à 347 ch. Pour l'Omoda 9 si le moteur thermique est le même, il dispose de trois moteurs électriques (deux à l'avant, un l'arrière) et la puissance totale grimpe à 537 ch. Pour le premier, l'autonomie électrique (batterie de 18,3 kWh) est de 90 km, pour le second (batterie de 34,4 kWh) l'autonomie en mode électrique est de 145 km.

(A suivre)

Mots fléchés

Résineux		Rongeurs		Fermées		Chant		Restes		Parties de		Patrie de
Régicide		amphibies		Habitante		d'oiseaux		Paquets		pistolets		Georges
(François)				d'un pays						Agiter		Brassens
				voisin					Aurochs			
									Personnage			
									stupide en			
									bande			
									dessinée			
Inventorias		Travaux				Divisé						
		forcés										
						Inquiétât						
Époux		Huileuse										
d'Isis		Insecte noir										
						Le soleil s'y				En matière		Partie
						lève				de		d'une
						Métal				Conges		chaîne
						précieux				nouveaux		HI-FI
										français		
										(initiales)		
Plancher	Épuise					Ventilé	Se rebeller	Interruption				
	Organe											
	génital											
			Contant							Connu		
			Égouttoirs							Arrose		
										Lisbonne		
Chance						Jésus le		La poste			Restes	
						Nazaréen,		française				
						Roi des						
						Judéens						
						(initiales)						
Oiseaux		Fête						Fondateur		Prière		
		taurine						d'une secte		Groupe de		
		Jadis un						(Claude		rap français		
		couteau						Vorillon)		(initiales)		
				Mettre en								
				réserve								
				Par								
Ruthénium					Plaisantes							
Dressing-			Sélection		Service							Gouvernant
room					rapide							
									Suçai	Travaux		
										pratiques		
										Os du pied		
Soutien	Peur					Abattre	Petit officier			Salve		
	Action						Dessus du			Bovin		
	défensive						panier					
	au football											
					Lettre							
					grecque							
					Disciples			Niveau				
Actinium												
Marche-			Éluda		Adjectif			Idiots				
pieds					numéral							
								En outre				
								Titane				
Soulevé					Enlève							Aimable
					Lentille							
Cérium					bâtarde							
		German-				Néon	Existes		Petite	Béryll-		
		drée petit if							classe	ium		
		Petit saint							(initiales)	Sodium		
Pouffiasses	Hirondelle							Pièce				
	de mer							d'artillerie				
								Répugnant				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

339 blessés en 48 heures

Trois cent trente-neuf (339) personnes ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, les équipes de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 27 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et des chauffe-eau à travers plusieurs wilayas du pays, relève le communiqué.



DÉCÈS DE HADJ MOHAMED ACHOUR KHERRAZI, L'UN DES NOTABLES DE LA WILAYA D'ADRAR

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, samedi, un message de condoléances à la famille du regretté Hadj Mohamed Achour Kherrazi, l'un des notables de la wilaya d'Adrar.

"Allah Tout-Puissant a rappelé à Lui le regretté Hadj Mohamed Achour Kherrazi, l'un des notables de la wilaya d'Adrar, reconnu pour son rôle remarquable dans la promotion du secteur du tourisme et sa contribution à la mise en valeur de la diversité naturelle et des sites archéologiques que recèle notre Sud", lit-on dans le message de condoléances du président de la République à la famille du défunt.

"En cette douloureuse épreuve, je vous présente mes sincères condoléances et vous fait part de ma profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de vous prêter patience et réconfort. +A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+", a ajouté le président de la République.

IL SERA PROCHAINEMENT SOUMIS AU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le Conseil supérieur de la jeunesse présente son rapport annuel 2025

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a tenu, samedi, son assemblée générale extraordinaire consacrée à la présentation de son rapport annuel pour l'année 2025, lequel inclut le bilan des activités réalisées et les perspectives de l'action future en matière d'autonomisation politique et économique des jeunes.

Présidant l'ouverture des travaux de cette AG, tenue par visioconférence, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), M. Mustapha Hidaoui, a indiqué que "le rapport annuel du Conseil pour l'année 2025, qui sera prochainement soumis au président de la République, s'inscrit dans le cadre de l'évaluation et de la valorisation des réalisations du CSJ au cours de cette année".

Ce rapport comprend "un exposé des principales activités et manifestations, et cite les obstacles et lacunes que cette instance s'attellera à rattrapper à l'avenir", a-t-il ajouté, précisant que le document revient également sur les aspects organisationnels, administratifs et financiers du Conseil, ainsi que sur les différentes activités menées durant l'année écoulée aux niveaux central et local.

POUR RELEVER L'ENSEMBLE DES DÉFIS

Les Algériens appelés à resserrer les rangs et consolider l'unité nationale

Les Algériens qui accueillent la nouvelle année 2026 avec toute la volonté, la détermination et l'ambition de continuer de tracer leur route vers l'édification de l'Algérie nouvelle et victorieuse, sont appelés à resserrer les rangs et consolider la cohésion et l'unité nationale afin de relever l'ensemble des défis et faire face aux diverses menaces, a souligné la revue El Djeïch dans son numéro du mois de janvier.

A la fin de l'année 2025, le mandat de deux années de l'Algérie en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies est arrivé à son terme et durant ce mandat, l'Algérie a "mené des batailles diplomatiques marathoniennes pour le triomphe des causes justes", note la revue dans son éditorial intitulé "Un nouvel an avec une volonté plus forte".

A ce titre, poursuit l'éditorial, l'Algérie a été "la voix de la vérité et de la justice dans son plaidoyer pour la cause palestinienne et n'a ménagé aucun effort pour mobiliser la communauté internationale afin de mettre fin à l'agression sioniste barbare contre la bande de Ghaza, condamnant fermement les massacres horribles et les crimes inhumains perpétrés contre le peuple palestinien, tout en poursuivant avec insistance la revendication de l'établissement d'un Etat palestinien avec Al Qods pour capitale".

Pour El Djeïch, il s'agit de positions "unaniment appréciées, tant elles reflètent la confiance placée en elle par les Africains, ce qui a valu à l'Algérie d'être élue à la vice-présidence de la Commission de l'Union africaine et en qualité de membre du Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Une confiance grandement méritée qui consacre ainsi ses efforts inlassables pour l'instauration et la consolidation de la sécurité et du développement en Afrique que traduisent les nombreuses manifestations régionales qu'elle a abritées et qui ont eu un impact positif sur le continent et ses peuples".

A ce titre, la revue a cité les exemples de la 12e édition de la Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique-Processus d'Oran 2025, la Conférence internationale sur les crimes du colonialisme

en Afrique, la quatrième édition de la Foire commerciale intra-africaine et la quatrième Conférence africaine sur les start-up ou encore de par sa position de membre dans divers organismes internationaux, tels que le Conseil économique et social des Nations unies, assurant que "ces succès réalisés par notre pays aux niveaux régional et international s'inscrivent en droite ligne de la grande dynamique de développement qu'il connaît à différents niveaux et dans tous les secteurs, tels que l'énergie, les mines, les infrastructures, le logement, la santé et autres".

Dans le même sens, "les grandes réalisations qui ont vu le jour ainsi que les avancées économiques et sociales qui se poursuivent à un rythme accéléré en sont la matérialisation, et ce, grâce à la mobilisation de tous les Algériens, en particulier les jeunes qui bénéficient de tout le soutien et de l'attention nécessaires pour être la locomotive qui conduira notre pays vers la destination désirée et qui lui permettra de partir à la conquête de nouveaux succès, comme l'a souligné Monsieur le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale dans les vœux qu'il a adressés au peuple algérien à l'occasion de la nouvelle année 2026", mentionne la publication.

Rappelant les propos du président de la République qui avait déclaré que "le nouvel an sera, si Dieu le veut, une source de fierté et de rayonnement pour toutes les Algériennes et tous les Algériens, grâce aux réalisations accomplies et aux sacrifices consentis dans divers domaines, afin que l'Algérie accède, en toute quiétude, au rang des pays émergents", El Djeïch souligne qu'on peut affirmer avec certitude que ce qui a été accompli est le fruit de l'approche clairvoyante des plus hautes autorités de notre Patrie, à leur tête Monsieur le président de la République, de la conscience et de la volonté du peuple algérien à relever notre pays, à l'édifier sur des bases solides et de la conjugaison des efforts de toutes les institutions étatiques parmi lesquelles l'ANP, digne héritière de l'ALN qui veille, avec détermination et sincérité, à satisfaire toutes les exigences à

même de consolider sa disponibilité opérationnelle, à accroître ses capacités de combat et à réunir toutes les conditions requises pour assurer le maintien de la sécurité et de la stabilité de la Patrie ainsi que la quiétude du citoyen".

Dans cette optique et dans les vœux qu'il a adressés aux personnels de l'ANP à l'occasion de la nouvelle année, le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-Major de l'ANP, a mis l'accent sur le devoir de "redoubler d'effort dans la lutte contre les groupuscules et les résidus du terrorisme, notamment à travers l'innovation, l'esprit d'initiative et l'action intelligente et vigilante, de manière à nous permettre, ensemble, d'éradiquer définitivement ce fléau malveillant de notre terre bénite", rappelle la revue.

Il s'agit également, a-t-on ajouté, de "mettre en échec les tentatives des barons de la criminalité organisée visant à inonder notre pays de toutes sortes de drogues et de poisons, et de déjouer tous les plans malveillants qui menacent l'intégrité territoriale et populaire ainsi que la sécurité et la stabilité de l'Algérie, laquelle demeurera, jusqu'à ce que Dieu hérite de la terre et de ce qu'elle porte, imposante, digne et victorieuse face à quiconque lui porte hostilité".

"Alors que nous accueillons la nouvelle année grégorienne 2026 avec toute la volonté, la détermination et l'ambition de continuer de tracer notre route vers l'édification de l'Algérie nouvelle et victorieuse ainsi que de parachever son parcours prometteur sur la voie du développement, de la promotion et du progrès, il nous incombe, plus que jamais, de resserrer nos rangs et de consolider notre cohésion, notre harmonie et notre unité nationale, avec motivation et imprégnés du sens de la responsabilité, du devoir et de la loyauté envers la Patrie. Ce qui nous permettra de relever l'ensemble des défis, de faire face aux diverses menaces et de barrer la route à ceux qui tentent désespérément de porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de notre pays, afin que la terre des Chouhada demeure, quels que soient les complots de ses ennemis, immunisée, forte, unie et victorieuse", conclut l'éditorial d'El Djeïch.

BENI-ABBES

Coup d'envoi des festivités nationales et officielles célébrant le nouvel An amazigh

Les festivités nationales et officielles célébrant le Nouvel An amazigh "Yennayer 2976", comprenant notamment la 6e édition du Prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes, ont été lancées samedi à partir de la wilaya de Beni Abbes, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie d'ouverture de ces festivités organisées du 10 au 12 janvier sous le slogan "De Beni Abbes, Yennayer brille

pour une Algérie victorieuse", a été présidée par le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, en présence de conseillers du président de la République, d'un représentant du ministère de la Défense nationale, de la Déléguée nationale à la promotion et la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, des autorités locales et des invités.

Le coup d'envoi a été marqué par l'inauguration, au chef-lieu de la wilaya, d'une fresque artistique intitulée "L'arabité et

l'amazighité", réalisée sous la supervision du Musée national de la calligraphie islamique de Tlemcen, animée par les fanfares de la garde Républicaine et de la Protection civile.

Le programme riche et varié de cette célébration, qui s'étalera sur trois jours, comprend une série d'activités culturelles, l'ouverture d'un espace dédié au marché de Yennayer avec des stands de livres permettant aux auteurs et créateurs de commercialiser leurs ouvrages, ainsi que des espaces réservés aux start-ups.